

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 10-11 (1125) 6 mars 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

4

Plan Laurette : pas au frigo, au cimetière !



En trois langues : "nous voulons le refinancement de l'enseignement".

4

**Onkelinx attaque
le droit de grève
des profs**

6

**Entreprises :
la gendarmerie
fiche les syndicalistes**

11

**SNCB : bilan
de la grève CSC
et perspectives**



50.000 à la manifestation nationale de l'enseignement

Jeanine Tips, Filip Peers

Les ministres de l'enseignement Onkelinx et Van den Bossche n'oublieront pas de si tôt le 28 février. De 14 à 19 heures, les enseignants et les jeunes, francophones et néerlandophones, ont marché dans les rues de Bruxelles en exprimant leur colère contre le démantèlement de l'enseignement organisé par ces ministres "socialistes". De nombreux élèves francophones ont accompagné leurs enseignants. Des parents étaient aussi présents. La manifestation a réuni 50.000 personnes.

Wir wollen le refinancement van het onderwijs

Des oeufs, des tomates, mais surtout de profondes critiques contre le PS

Au pied de la colonne du Congrès, se rassemblait le monde de l'enseignement francophone et germanophone. Enseignants, élèves et parents ont démarré ensemble. Les étudiants de diverses écoles supérieures et de l'ULB étaient présents.

Une centaine d'étudiants de l'ULB ont marché avec les cinq cents élèves de l'école de langue bruxelloise ISTI, derrière un calicot bilingue : «Flamands Wallons, tous ensemble pour le refinancement de l'enseignement». «Il faut maintenant vraiment aller au bout avec le secondaire», pouvait-on entendre.

«C'est bien de manifester ensemble, sinon ce sera la Tchétchénie ici»

La manif a démarré une demi-heure plus tôt que prévu en direction de la rue des Deux Églises où la rencontre avec les enseignants néerlandophones était prévue. La fusion s'est faite sous les applaudissements. Olivier, étudiant de l'institut Cooremans à Bruxelles, reflète l'opinion de beaucoup : «C'est bien que les néerlandophones et les francophones manifestent ensemble. Je suis pour une Belgique unie. Sinon, la Belgique va devenir comme la Tchétchénie». La DIES, la coordination des étudiants du secondaire de Liège portait un calicot trilingue : «Wir wollen - le refinancement - van het onderwijs».

Très remarqués, les travailleurs des Forges de Clabecq ont suscité l'enthousiasme. «Nous sommes tout à fait solidaire de la lutte des enseignants et étudiants. Le problème de l'enseignement nous concerne aussi. L'argent de la Communauté française est l'argent de tous les travailleurs. En plus nous sommes tous pères de famille», déclare l'un d'eux. Un groupe de parents marche derrière



La fusion des deux manifestations a été accueillie avec enthousiasme. Créativité et combativité étaient au rendez-vous.

un calicot : «Les parents sont là, même sans les associations». Non loin du départ, se trouve le siège de la Communauté française. La façade du bâtiment où travaille Onkelinx est bombardée d'oeufs, de tomates et d'un tas d'autres ingrédients.

La colère des profs et des jeunes contre Onkelinx et le PS est profonde. On peut lire des centaines de calicots contre "la dame de fer" : «Onkelinx démission» ou «Laurette la parfaite, ici ton règne s'arrête». Le PS est aussi ciblé : «Promouvoir le chômage du cerveau, un devoir pour les socialistes ?», ont inscrit des enseignants de la CGSP. Plus loin, on lit «PS-PSC, votre politique budgétaire n'a rien de social». Le local du PS, tout proche du point

de dislocation de la manif, est en point de mire : Il faudra un solide cordon de flics pour le protéger.

Plus d'argent, pas de licenciements

«3.000 en moins c'est inhumain, 40 en classe c'est dégueulasse et Laurette trouve ça chouette», affiche un calicot. Les 3.000 licenciements dans le secondaire sont inacceptables pour les manifestants. Les économies dans l'enseignement doivent cesser et il faut libérer de nouveaux moyens. «Refinancement de l'enseignement, ce n'est pas un casse-tête si on a la volonté politique». Ca et là, on précise d'où doit venir l'argent pour le refinancement : «Taxons le

grand capital», dit le CPET (Centrale de l'enseignement professionnel et technique). Chaussée de Louvain, quelques profs crient spontanément : «L'argent est là (tralalala)» en passant devant la BBL.

«Qui doit payer ?» C'est aussi la question que le haut-parleur placé sur la camionnette du PTB, crie au coin de la rue de la Loi. «Les enseignants doivent-ils payer ?» La réponse fuse : «Non !» «Les jeunes et leurs parents doivent-ils payer ? Qui doit donc payer ?» «Faites payer les grosses fortunes», hurlent des centaines de voix. Pendant ce temps, des enveloppes contenant une lettre ouverte adressée à Onkelinx sont distribuées. C'est à peine si les propagandistes peuvent répondre

à la demande. En un rien de temps, 10.000 enveloppes disparaissent. De plus en plus de jeunes et d'enseignants prennent conscience que la lutte dans l'enseignement relève d'un choix de société. «Société duale — retour au féodal», affiche un calicot. Un enseignant du technique nous confie : «On construit une Europe économique où le social n'a plus de place. Pour les enfants qui ont aujourd'hui cinq ou six ans, ce sera la galère. Pour moi, une société juste, c'est une société où tout le monde a du travail. Même si s'est vrai qu'avant, les gens des pays de l'Est ne travaillaient pas beaucoup, au moins là, tout le monde avait un boulot. Moi je suis pour ça, sinon on retourne tout droit à l'époque de Zola.»

Van den Bossche dehors... Onkelinx aussi

18.000 profs néerlandophones étaient en grève

Ils étaient 18.000 enseignants néerlandophones à la manifestation. Venus de partout, d'Ostende, du Limbourg, du secondaire, des écoles supérieures, de l'enseignement spécial et des écoles du soir, ils tenaient à montrer leur opposition aux plans du ministre Van den Bossche. Pendant ce temps, quelques "élus du peuple" au gouvernement flamand se réunissaient à un autre endroit de la capitale. Pour approuver le blocage des nominations contre lequel les enseignants manifestaient — entre autres revendications.

Pour beaucoup d'enseignants, c'était la première manifestation depuis de nombreuses années. 70 % du corps enseignant ont arrêté le travail le matin. Un succès fantastique, tout le monde en convient.

Les néerlandophones marchaient en avant, un peu séparés de leurs collègues francophones. Une séparation déplorée de toutes parts. «Il est dommage que la solidarité avec les collègues francophones soit ainsi minée. A l'avenir, nous devons passer à l'action ensemble», nous confie Hugo qui porte un calicot de la COC (la centrale chrétienne de l'enseignement) d'Anvers. Un autre déplore que les Flamands ne fasse pas davantage la grève, comme en Wallonie.

Van den Bossche :
"Ton enveloppe,
notre emploi"

La principale tête de turc des enseignants flamands est le ministre socialiste de l'Enseignement Van den Bossche ("VdB"). «Van den Bossche dehors», crient-ils. «Onkelinx aussi», ajoutent de nombreuses voix. Ce sont surtout ses projets de ne plus procéder à des nominations pendant les deux prochaines années, les projets de fusions d'écoles secondaires et de financement des écoles par enveloppes qui ont fait venir les enseignants à Bruxelles.

«Le blocage des nominations, c'est le chômage pour nos jeunes collègues», indique un panneau de la COC-Anvers. En effet, le blocage des nominations ouvre la



Les profs d'Ostende à Arlon ont dénoncé les ministres "socialistes".

porte au licenciement des temporaires. Hugo, "enseignant plus âgé" d'Anvers : «Nous manifestons surtout contre le blocage des nominations de nos jeunes collègues. Dans notre école, ils constituent un grand groupe. Ce blocage indique bien où veut en venir Van den Bossche : il veut économiser.» La solidarité entre enseignants "plus âgés" et jeunes temporaires est très forte.

Plus loin, sur un grand calicot : «Le financement par enveloppe, c'est le suicide de l'enseignement.» Et encore : «Votre enveloppe, c'est notre chômage.» L'exemple de l'enseignement supérieur (voir encadré) montre clairement ce qui pend au-dessus de la tête des enseignants du secondaire, avec le financement par enveloppe.

Bien que la revendication du refinancement de l'enseignement ne soit pas encore aussi présente parmi les enseignants néerlandophones que parmi leurs collègues francophones, de nombreux enseignants flamands sont quand même persuadés que les projets de VdB rendent l'enseignement de plus en plus impossible. «On ferme le robinet et, on économise dans l'enseignement, cela, nous ne pouvons plus l'accepter.»

Liliane enseigne dans une école du soir à Louvain : «A cause des projets de VdB, des orientations vont disparaître, des écoles devront fusionner. Les élèves devront parcourir de plus grandes

distances. Des emplois disparaîtront. Et les classes seront beaucoup plus grandes.» Des disparitions d'orientations, Raf, de l'Institut St Joseph de Tirlemont, peut en parler. Il porte une pancarte «L'électronique doit rester». «A cause des réformes, cette orientation est menacée, par "manque" d'élèves en cinquième et sixième. On ne pourra donc plus étudier l'électronique qu'en suivant l'enseignement secondaire général puis la formation d'ingénieur.»

«Ma femme enseigne, témoigne un manifestant solidaire. Dans son école, il y a trop peu de locaux. Conséquence : un local de matériel de nettoyage sert de classe.» Une enseignante de Denderleeuw se demande si les enseignants «vont avoir des bras, des jambes et une tête de plus» si, à l'avenir, les classes seront composées non plus de 15 à 20 élèves mais de 30 élèves, à qui il faut toutefois dispenser un enseignement "individuel". Le mécontentement est profond. La grève et la manifestation ont rencontré un succès fantastique. «Ce n'est pas la fin mais le début des actions. Si VdB ne veut pas écouter, il y aura certainement encore d'autres actions.» C'est ainsi que Christine, de Wavre-Ste-Catherine, résume ce que pensent les enseignants. Un prof de St Eligius à Anvers («75 % des enseignants de notre école manifestent aujourd'hui !») n'exclut pas des grèves de longue durée...

Autonomie : profs licenciés ou surchargés

«On nous donne l'autonomie pour nous sectionner nous-mêmes les bras et les jambes», estime Erika de l'Académie d'Anvers, présente à la manifestation. Elle explique à quoi mènera le système de financement par enveloppes dans l'enseignement supérieur. «Chaque école recevra une somme qu'elle devra gérer elle-même. Les ministères ne seront plus responsables des mesures d'économie, mais bien les directions des écoles. Chaque école devra progressivement assurer son propre financement. Il faudra donc chercher des sponsors et, par exemple, organiser des cours pendant les vacances et des cours privés au bénéfice de l'école.» Après la manif, j'apprends que 12 ensei-

gnants seront licenciés à l'Académie d'Anvers et qu'une section mode sera supprimée. Conséquence directe de l'enveloppe financière insuffisante octroyée à l'école. Des actions de protestation sont prévues le lundi 4 mars.

Tomber malade n'est pas un privilège

Annie est enseignante dans la section infirmières d'une école supérieure. «Les enseignants y sont surchargés. Régulièrement, il y a des malades. Le directeur du personnel a demandé récemment à une enseignante de se charger, en plus de ses heures, de celles d'une

enseignante d'un autre section tombée gravement malade. Avant, une remplaçante était désignée après une semaine de maladie. A présent, de plus en plus d'écoles demandent aux enseignants de remplacer, en plus de leurs propres cours, une collègue malade. D'autres écoles disposent d'un fonds spécial d'un pour cent pour les remplacement. Mais que faire si le fonds est épuisé ? Avant, tomber malade était un droit. A présent, ce sont les collègues qui doivent supporter les conséquences si vous tombez malade. C'est une cause de discorde parmi les enseignants. Dira-t-on bientôt que les enseignants malades sont des profiteurs ?»

Un comité combatif au lycée communal d'Anvers

Notre école est la première d'Anvers où s'est mis sur pied un comité. Chaque semaine, nous évaluons ensemble la situation et nous planifions d'éventuelles actions dans notre école. A la manifestation du 28 février, nous étions une trentaine d'étudiants et une quinzaine d'enseignants de l'école.

Lundi, nous avons déjà affiché aux fenêtres de l'école, en lettres géantes, «Manifestez avec nous». Sur les fenêtres de l'école d'en face, la réponse est apparue : «Nous le ferons !» Avant de partir à la manifestation, nous avons encore fait le tour des autres écoles pour les inviter à manifester. A notre étonnement (et notre joie), presque toutes les écoles se sont vidées.

La manifestation du 28 février venait de commencer. Nous

avons essayé de rassembler toutes les écoles d'Anvers dans un comité pour préparer une manifestation le 13 mars après-midi. Nous avons demandé à toutes les écoles de préparer un calicot pour que la manif soit vraiment combative. Dans de nombreuses écoles d'Anvers et d'ailleurs, des étudiants veulent mettre aussi sur pied des comités d'action mais n'en n'ont pas encore eu l'occasion. Le démarrage d'un comité régional inter-écoles avec une plate-forme claire sera un grand pas en avant dans notre lutte contre les plans du ministre Luc Van den Bossche.

Et dans les autres écoles qui ont déjà un comité, nous serons plus forts et nous pourrons organiser des actions. (Jan, comité d'action "De Pest")

Les jeunes étaient nombreux

«J'espère qu'il y aura beaucoup de monde», dit un jeune soucieux sur le chemin de la manif. Arrivé à la colonne du Congrès, il est rassuré. Toute la place est noire de monde. Les jeunes ont répondu massivement. Au moment du départ, les premiers arrivés se retrouvent à la fin de la manifestation. «Avancer, pour refinancer», entend-on. En attendant le départ, un jeune grimpe sur un poteau de signalisation. Non, ce n'est pas un "voyou". Il voulait seulement rester anonyme et a

mis hors service la caméra de police installée sur le poteau, sous des applaudissements nourris.

L'ambiance est forte. Les chansons se succèdent, les slogans résonnent. Parmi les plus populaires : «Étudiants et enseignants, ensemble pour le refinancement», «Laurette si tu savais...», «Une seule solution, la manifestation», «Grève générale». «Nous devons descendre en masse dans la rue pour les faire céder.» Tel était le message. (Bruno)

Sur l'air de Full metal jacket...

Y en a un qui nous fait chier / c'était Lebrun l'année passée cette année ils s'y sont mis à deux / Onkelinx Grafé c'est pas vraiment mieux ils ont voulu réformer / mais même à deux y s'ont plantés leur réforme ils peuvent se la garder / nous on est prêts à lutter

tous ensemble profs et étudiants / pour sauver l'enseignement et pour sauver l'enseignement / on veut un vrai refinancement ! on veut être refinancé / et c'est les riches qui doivent payer on demande pas l'soleil ni la lune / juste un impôt sur les grandes fortunes...

1032 Solidaire vendus

Le Parti du travail de Belgique était bien présent à la manifestation. Une équipe de plus de 60 militants ont venus 1.032 Solidaire et placé 225 abonnements à

l'essai. Les sept pages consacrées à l'enseignement étaient particulièrement appréciées par les profs et les jeunes. Beaucoup voulaient porter l'affiche "Ecole en solde".



EDITORIAL

*Décret Onkelinx :
pas au frigo,
au cimetière !*

Georges Moreau et Herwig Lerouge

Les enseignants sont déterminés à aller jusqu'au bout et leur détermination risque de franchir la frontière linguistique. La manifestation a semé la panique aux quartiers généraux PS et PSC. Onkelinx multiplie les provocations contre le droit de grève.

Mais on voit naître aussi plusieurs initiatives pour "faire atterrir le mouvement en douceur". Traduisez : briser la lutte. La fédération des directions de l'enseignement libre demande «une trêve pour mener une réflexion» (Le Soir, 29/02). La FAPEO, organisation des parents de l'école officielle, organise une manif dimanche pour un "gel" des mesures et permettre "une réflexion pédagogique". Revoilà donc le scénario des "assises" qui a réussi à démobiliser les étudiants l'an passé, le même qui a si bien réussi à la SNCB : d'abord, brisez la lutte, promettez n'importe quoi, discutez et ressortez les mêmes plats une fois la lutte brisée. Car comment redémarrer une lutte après les vacances de Pâques? Personne n'y croit.

En même temps on voit surgir toutes sortes de solutions venant d'organisations qui répugnent encore à mener le combat pour le refinancement. En s'enfermant dans les contraintes budgétaires de la communauté française elles n'offrent que le choix entre la peste et le choléra.

"Le Soir" du 28 février fait état d'une proposition du sommet de la CEMNL (centrale chrétienne de l'enseignement secondaire général) visant à échanger (ou réduire) les pertes d'emplois contre une réduction de salaires. Si cette proposition était acceptée, les enseignants auraient fait une longue grève en 1990 pour obtenir une augmentation salariale, et une nouvelle longue grève en 1996... pour supprimer cette augmentation ! Chacun sait aussi que les 3.000 pertes d'emplois programmées ne seront pas les dernières. Que proposera-t-on en échange demain?

D'autres pistes sont évoquées, comme la réduction du temps de travail avec perte de salaire. Cela reviendrait à partager les frais entre les profs (qui perdent leur revenu) et les élèves (qui perdent de l'encadrement ou des heures de cours).

Les parents doivent soutenir les enseignants, mais pas comme la corde soutient le pendu, façon FAPEO. Ils doivent venir nombreux à la manifestation du 10 mars mais pour exiger le retrait pur et simple des décrets, un engagement ferme à refinancer. D'ailleurs, les 100 milliards nécessaires, nous les avons trouvés dans le rapport 1995 de la Banque Nationale. Les bénéfices des sociétés ont augmenté de 777 milliards (1994) à 878 milliards. (1) Juste 101 milliards.

(1) Les bénéfices 1994 s'élevaient dans le calcul final à 777 milliards (et pas 820 milliards). L'estimation du rapport 1994 de la BNB utilisée jusqu'ici par nous).

Onkelinx traite les profs de «tricheurs»...

Un travailleur n'a-t-il pas le droit de faire grève comme il veut ?

Laurette Onkelinx s'attaque au droit de grève des enseignants. Le 14 février, elle a écrit à toutes les directions d'écoles (voir ci contre). Quelle audace de déclarer à la TV, la main sur le coeur, qu'elle respecte «profondément le droit de grève» !

Lieve Lemmens

Chaque travailleur comprend qu'il ne faut pas donner son salaire à son patron quand on fait grève. Faire grève veut dire nécessairement faire souffrir le patron. Dans le privé, c'est plus simple. Les travailleurs en faisant grève ont un moyen de pression important. Le patron perd de l'argent, ses bénéfices en souffrent.

Dans le secteur public, non-marchand, il faut frapper là où ça fait mal. Le moyen que les enseignants ont trouvé, c'est la grève perlée. Car en cas de grève totale, c'est Onkelinx qui en profite : elle ne doit pas payer les salaires. Chaque jour est pur profit pour elle. En cas de grève perlée, dans une école, 25 % des profs se déclarent en grève. Les autres sont présents mais ne donnent pas cours. Pratiquement, tous les profs sont solidaires : des caisses de grèves sont créées et l'argent redistribué à ceux qui en ont le plus besoin.

Ce système étant très efficace, Onkelinx réagit par des mesures aveugles : elle pénalise même des enseignants malades. Elle envoie chaque jour des vérificateurs aux écoles pour constater «la fraude». Elle sait que c'est illégal. Mais tous les

moyens sont bons pour casser la grève. Les profs ont mis des juristes au travail et préparent une contre-attaque, notamment juridique. Il faut coûte que coûte défendre le précieux droit de grève.

Là grève est une arme que les travailleurs doivent pouvoir utiliser comme ils veulent ! Le patronat mobilise les tribunaux et tue le droit de grève avec des astreintes parce que la grève lui fait mal. Pourquoi les travailleurs ne pourraient-ils utiliser que des méthodes de lutte qui ne font aucun mal au patron, fût-il un ministre socialiste ?

Il est dans l'intérêt de tout le mouvement syndical de défendre les méthodes de lutte des enseignants. Car si un ministre socialiste peut aujourd'hui donner l'exemple, les patrons des autres services, publics d'abord, privés ensuite, ne tarderont pas à invoquer ce précédent.

Quel ouragan de critiques n'a-t-on déjà pas entendu à propos des méthodes efficaces des cheminots qui ne peuvent pas travailler, parce que deux de leurs collègues ont arrêté la tour de contrôle et paralysé ainsi tout le réseau ferroviaire ?

Il faut soutenir les profs et le droit de grève qui appartient à nous tous.



LA MINISTRE-PRESIDENTE

Au président du Pouvoir organisateur,

Deux situations peuvent se présenter :

- soit la totalité ou une partie très importante du corps enseignant est en grève : dans ce cas, l'absence des élèves est compréhensible et peut être justifiée pour raison de force majeure;
- soit la totalité ou la majorité des enseignants ne sont pas en grève : dans ce cas, la justification de l'absence des enfants par des perturbations ou par la grève est irrecevable.

Je mets en garde chacun et chacune sur la transmission de courriers pouvant inciter les élèves à ne pas se présenter : ces courriers pourraient être constitutifs de fautes.

En conclusion, je vous invite à adresser, à tous les parents des élèves qui se sont mis ces derniers jours en absence irrégulière, un courrier attirant leur attention sur les conséquences graves que comporte l'absence sans justification valable.

A chacun et à chacune, j'indique aussi que les subventions comme les dotations sont liées à l'organisation de l'enseignement.

J'espère qu'après le congé de détente chacune et chacun, en respectant les règles fondamentales de notre système social, à savoir en l'occurrence le lien entre le fait de faire grève et celui d'en subir les conséquences, contribueront à rétablir la sérénité dont l'éducation a besoin.

«Autonomie : panacée ou poison ?»

Un grand débat nord-sud, le 8 mars à Bruxelles

Georges Moreau

Le 27 septembre 1995, jour de la fête de la Communauté française, les enseignants francophones manifestaient en masse à Namur. Le même jour, *Le Soir* publiait, en "carte blanche" un texte signé par une douzaine de syndicalistes enseignants francophones et flamands et quelques autres personnalités. Intitulé "Appel pour une école démocratique", ce texte se terminait comme suit : «Nous appelons les enseignants et leurs organisations syndicales à s'unir, par-delà les frontières linguistiques, dans la lutte pour l'école démocratique; nous les appelons à réclamer que l'Etat fédéral refinance le secteur de l'enseignement dans tout le pays; nous les appelons à dire

clairement que ce refinancement doit provenir de ceux dont la capacité contributive est, aujourd'hui, trop peu mise à profit...» Depuis, les responsables de cet appel ont organisé différentes initiatives visant, surtout, à rapprocher les combats des professeurs francophones et flamands. Leur patient et ardent travail de «lobbying» n'est certainement pas totalement étranger au fait que, le 28 février, les enseignants des trois communautés aient à nouveau manifesté ensemble, pour la première fois depuis dix ans.

Ce vendredi 8 mars, l'"Appel pour une école démocratique" organise un grand débat à Bruxelles, sur le thème de l'autonomie des écoles. Y prendront la parole : Jean Marie Ansciaux (président de la

CGSP-enseignement), Gust Van Dongen (secrétaire-général de la COC), Georges Van Swevelt (Secrétaire-général de l'ACOD-enseignement), François Martou (président du MOC) et Nico Hirtt (délégué SEL et auteur d'un livre en préparation sur la démocratisation de l'enseignement en Belgique).

Ce débat risque d'être particulièrement animé, notamment en raison de la participation de François Martou. Celui-ci estime qu'une «plus grande responsabilisation financière paraît souhaitable en établissant des enveloppes budgétaires réelles, que les établissements seraient à même de gérer de façon flexible (...) Il faut s'atteler à la mise sur pied d'un système de promotion salariale

ayant pour effet de récompenser les mérites des enseignants compétents et entreprenants, et cela en opposition avec les pratiques actuelles de révision générale des barèmes.» (1) Les responsables syndicaux, au contraire, sont de plus en plus ouvertement opposés à cette course à l'autonomie. Voilà qui nous promet des échanges... chaleureux !

Le débat a lieu le vendredi 8 mars, à 20 heures, à l'auditorium de la CGSP, Place Fontainas 9-11, 1000 Bruxelles. Une traduction simultanée est prévue.

1. Delvaux B., Deutsch L., De Villé Ph., Martou F., Vandenberghe V., La politique de l'enseignement: bilan et perspectives, IRES, UCL (Etudes et opinions), septembre 1995.

Programme de la journée des femmes

La Journée des Femmes, organisée par Marianne se tiendra le 9 mars, Centre International, boulevard Lemonnier, 171, Bruxelles. Informations: tél.02/513.79.41.

- 10 heures : ouverture, stand.
- 10h30 : Débat. Quelles sont aujourd'hui les tâches d'une organisation de femmes révolutionnaires ?

Avec **Ruth de Leon**, responsable du Front national démocratique des Philippines et membre de Makibaka, organisation des femmes du parti communiste des Philippines et **An Lenaerts**, présidente de Marianne.

- 13h à 14h : Pause. Repas et snacks zairois.

14h à 17h30 : témoignages, chants, danses.

Hedwige Peemans-Poulet : les conséquences des mesures gouvernementales pour les femmes.

Kati Couck, centre FGFB pour les chômeurs à Gand : la lutte contre les mesures d'exclusion du chômage frappant les femmes.

Maaïke Seghers, déléguée CSC licenciée par la Sabena : la lutte dans les services publics.

Sylvia Goossens, enseignante : la lutte contre les réformes en cours.

Les femmes du groupe de Marianne chantent contre le démantèlement des services publics.

Solidarité internationale

Chantal Mputi, réfugiée politique zairoise, témoignera des innombrables difficultés vécues ici par les réfugiés.

Suzanne Ruboneka, du Rwanda.

Les femmes de Marianne à Charleroi racontent leur voyage en Inde.

Chant et musique avec les femmes africaines et le groupe Brasas. La soirée sera clôturée par des danses africaines.



Clara Zetkin, communiste allemande, a décrété le 8 mars "Journée internationale de lutte pour les femmes".

Femmes en lutte

9 mars : journée internationale de la Femme

Des femmes en lutte pour l'emploi et les services publics, un témoignage du Rwanda, le compte-rendu du voyage en Inde du groupe Marianne de Charleroi, des plats zairois préparés par Mama Erumba, des danses zairoises... La Journée des Femmes de Marianne au Centre International à Bruxelles sera animée.

An Lenaerts

Pour Marianne, le groupe de femmes du PTB, la Journée internationale des Femmes est un jour de lutte. Clara Zetkin, communiste allemande, a décrété le 8 mars "Journée internationale de lutte pour les femmes". Célébré dans tout le tiers monde, il met en exergue la lutte des femmes contre la misère, l'exploitation extrême de l'impérialisme. Marianne a choisi de mettre en évidence la lutte des chômeurs contre l'exclusion, des travailleurs des

services publics, des enseignants, des femmes immigrées, réfugiées et du tiers monde.

«Ce jour m'a donné de la force»

Lea a participé à la fête, voici deux ans : «Ma fille m'avait invitée. J'hésitais. Pour moi, les féministes étaient des femmes qui haïssaient les hommes. Mais ce jour m'a donné beaucoup de force. Le témoignage de la femme d'un ouvrier qui occupait Boel m'a émue. Là, les femmes

luttaient aux côtés de leurs maris pour l'emploi. Le récit de la femme de réfugié m'a fait comprendre ce que subissent ces gens. A la journée des femmes, j'ai compris que des femmes comme moi, qui n'ont pas étudié longtemps, peuvent quand même collaborer avec le PTB.» Dans la matinée, Marianne organise un débat. Ruth de Leon, responsable du bureau du Front national démocratique des Philippines, racontera comme ses camarades organisent les ouvrières, les paysannes, les habitantes des bidonvilles. An Lenaerts, responsable du groupe de femmes du PTB, expliquera brièvement comment les communistes concevaient le travail parmi les femmes dans les années 20. Ensuite, place à la discussion et aux projets. Et pour celles qui se posent la question : les hommes sont aussi les bienvenus !

EN BREF

Sabena : nouveau patron, même plan !

Pierre Godfroid, l'homme qui trouvait toujours que les simples Sabéniens gagnaient trop, quitte la société avec une prime de... plus de 20 millions ! Son successeur Paul Reutlinger de Swissair, veut maintenir le vieux Business Plan et la ponction de deux milliards. Il veut briser la combativité par des négociations avec les syndicats. Dans ce but, il a engagé pour deux mois Robert Wauters, manager de Belgacom.

Travailleurs et syndicats devront rester déterminés, en front uni de tous les catégories du personnel. Ils ne pourront sacrifier leurs revendications à la logique de la concurrence. La CMB (FGTB) a déjà réaffirmé dans une motion, décidée après une réunion des militants, la position intersyndicale : pas de diminution de salaire, maintien de l'index et des augmentations barémiques, pas de prolongation de la durée de travail, maintien de tous les secteurs à Sabena. (Ly M)

Travail de nuit des femmes : "enfin" ?

Miet Smet, ministre du Travail, a obtenu du gouvernement que les «femmes aient aussi accès à présent au travail de nuit», ce qui «lève toutes les discriminations». Hourra ! Maman va pouvoir comme Papa se faire détruire par les équipes de nuit ! Les patrons se réjouissent.

Toutes les enquêtes scientifiques montrent que le travail de nuit... nuit aussi bien aux hommes qu'aux femmes. Nous refusons une égalité hommes/femmes qui représente un recul social. Nous exigeons l'interdiction du travail de nuit sauf celui indispensable pour raisons techniques ou sociales. A déterminer par les syndicats. Des arguments comme la position concurrentielle ne servent à rien d'autre qu'à liquider tous les acquis sociaux dans l'ensemble de l'Europe. (AL)

Dehaene en Asie

C'est sur un bateau thaïlandais que notre premier ministre a fait savoir aux téléspectateurs que nous devons nous confronter aux succès économiques de l'Asie.

La question est : qui profite de ce succès ? Un récent rapport de l'Organisation Internationale du Travail, "L'emploi dans le monde" montre que la mondialisation accélérée agrandit les inégalités. Depuis vingt ans, la Thaïlande connaît une croissance annuelle de 8 % mais 10 % seulement de la population se sont enrichis. Bangkok est la capitale mondiale de la prostitution (300.000 femmes) et le travail des enfants explose (près d'un demi million). En Inde, vendus par leurs familles, les enfants de 6 à 7 ans travaillent douze heures d'affilée à leurs machines textiles. Au Bangladesh, les salaires déjà maigres ont baissé de deux tiers en huit ans.

Croissance salariale ralentie de 2,8 %

«Cette année, les coûts salariaux belges n'augmenteront que de 2,3 % contre 4,4 % auprès des principaux partenaires commerciaux. En 1997, les salaires belges croîtront de 3,1 %, alors que les travailleurs de nos principaux partenaires trouveront 3,8 % de plus dans leurs poches» (Financieel-Economische Tijdschrift, 20.2.96).

Dans les deux années à venir, les salaires croîtront donc de 2,8 % de moins que chez les "concurrents".

Deinze : dix victimes du "just-in-time"

Ce n'est pas le brouillard qui tue

Jules Behr

Mardi 27 février, plus de 200 voitures et camions s'écrasent les uns sur les autres dans deux gigantesques carambolages sur l'autoroute E17 à hauteur de Deinze. La catastrophe fait dix morts et une trentaine de blessés graves. Les journaux accusent un «mur de brouillard» (1) ou «l'opposition du brouillard» (2) et des poids lourds. Pourtant ce n'est pas le brouillard qui tue 50.000 personnes (3) sur les routes européennes chaque année. Ce sont, entre autres, les dernières

méthodes de production capitalistes introduites dans les années 80. A cette époque, les grandes entreprises capitalistes ont décidé de débloquent la partie importante de leur capital immobilisé sous forme de stocks. Pour rassembler le plus possible d'argent de manière à se renforcer dans la lutte concurrentielle, elles ont supprimé leurs stocks et introduit la méthode du "just in time" (production à "flux tendu"), liant étroitement la production à la demande. Avant, la voiture commandée par un client était déjà construite et attendait en

stock. Aujourd'hui, on attend la commande du client pour l'assembler. Résultat : les pièces détachées fabriquées dans des lieux de production différents doivent être transportés très vite. Le transport routier est passé de 50,6 % à 69,9 % du transport de marchandises de 1970 à 1990 (4). Les routiers sont soumis à des cadences de plus en plus infernales. Ils foncent jour et nuit sur les routes pour délivrer leur marchandise au gré des exigences de plus en plus folles du "just in time". Epuisés, stressés, ils tentent de tenir le plus long-

temps possible. Conséquence, alors que les poids lourds ne représentent que 2 % du parc automobile français, ils provoquent 14,8 % du nombre de décès sur la route (5). Ce ne sont ni les routiers surexploités, ni le brouillard qui sont la cause de la catastrophe de Deinze. C'est le système de production capitaliste de plus en plus criminel.

1. De Morgen, 28 février 1996. 2. Le Soir, 28 février 1996. 3. Eurostat 1990. 4. Bulletin des Communautés européennes, supplément 3/93. 5. Agence France Presse, 6 décembre 1994

La gendarmerie se prépare-t-elle à occuper des entreprises ?

Le SETCa prouve l'existence de "dossiers émeutes" dirigés contre la lutte ouvrière

Le SETCa Bruxelles-Hal-Vilvorde dénonce la collecte par la gendarmerie d'informations politiques et syndicales via sa "fiche dossier émeutes". Le communiqué de presse est signé par le secrétaire Erik Vander Smissen et les secrétaires adjoints Hendrik Vermeersch et Henri-Jean Ruttiens.

Jeanne Leblanc

«Grâce à un vent favorable, notre délégué du SETCa à Komatsu a pu mettre la main sur un document récemment remis par la gendarmerie. En novembre 1995, un gendarme de la brigade de Vilvorde s'est présenté à l'entreprise Komatsu à Vilvorde. La direction de l'entreprise était priée de remplir un document "fiche dossier émeutes". Hormis des questions anodines qui intéresseront surtout les pompiers, le document comprend des questions purement politiques et syndicales. Des informations détaillées sont demandées sur le nombre d'immigrés dans l'usine, le nombre des affiliés et des délégués par syndicat et l'identité des délégués syndicaux. Une question est particulièrement révélatrice : "Des éléments suspects ou des leaders ?" On notera d'abord que les leaders sont considérés comme étant suspects. Ensuite, de telles informations ne peuvent servir qu'à des fins politiques.

A la question 13 "plan des lieux", il faut remplir le nombre des effectifs nécessaires à la surveillance de l'entreprise. Surveillance à quelle occasion ? D'une grève ? (...) En tant qu'organisation syndicale nous condamnons fermement la collecte d'informations politiques et syndicales. Des délégués du personnel reconnus comme "leaders" sont fichés à la gendarmerie et assimilés à des "suspects", déclare le communiqué de presse du SETCa.

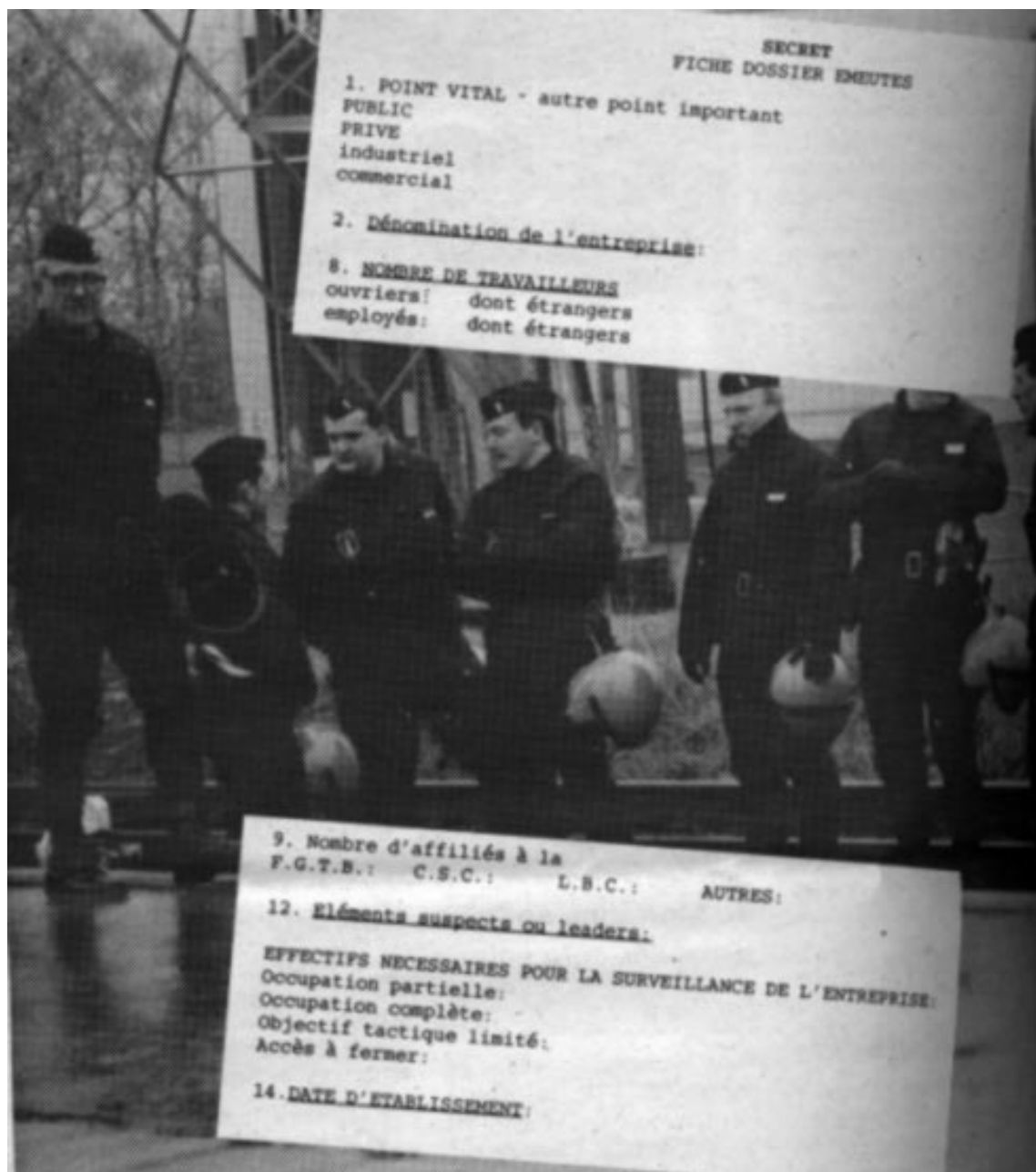
L'existence de "dossiers émeutes" a été révélée pour la première fois

par la commission d'enquête parlementaire créée en juin 1980, chargée d'étudier la question des milices privées et du maintien de l'ordre.

Guerre contre les grévistes

Une publication du centre d'étude SEVI (1) cite un document du 16 janvier 1980 de l'état-major des forces intérieures. Ce texte décrit en détail comment les forces armées seront engagées sous direction de la gendarmerie en cas de troubles graves. Elles devront occuper toutes les entreprises et tous les points vitaux repris dans les "dossiers émeutes" établis par la gendarmerie. Sous la rubrique "interventions armées", le document relève les directives concernant la surveillance des points vitaux et l'usage d'armes à feu.

Le fait que la gendarmerie et l'armée se préparent à une guerre contre la population apparaît également dans la pratique de la lutte des classes. Dans une brochure publiée par Kritik (2) sur la grève de 60-61 contre la loi unique, on lit à ce propos : «Dès le début du conflit, la répression était vaste et violente. Des corps de gendarmerie renforcés — 18.000 gendarmes ont été mobilisés au total — étaient chargés de la surveillance de "points vitaux", du démantèlement des piquets de grève et de la protection des non-grévistes. Dans la marge des interventions de la gendarmerie, l'armée a également effectué des opérations. Les troupes engagées



Intervention de la gendarmerie lors de la grève d'Albemarle (avril 95).

massivement (12.000 à 15.000 hommes) étaient surtout chargés de la surveillance des infrastructures industrielles, des viaducs, des gares, des services de la poste et du télégraphe.»

L'ensemble de l'appareil de gendarmerie a essentiellement été créé et développé en vue de la

répression de la lutte des ouvriers, employés, enseignants et étudiants en grève contre l'exploitation et les mesures d'austérité. Pour cette raison, le PTB revendique non seulement l'interdiction absolue de tout fichage politique et syndical, mais également la dissolution de la gendarmerie.

1. Le labyrinthe. Document SEVI 1982/1. Radiographie des milices privées et de l'appareil policier. Avec le rapport officiel de la commission Wijninckx.
2. "Combattre pour nos droits" Vechten voor onze rechten. 60-61, de staking tegen de Eenheidswet. Frans Buyens, Leo de Haes, Bert Hogenkamp, Alain Meynen. Editions Kritik.

Manifestement, le patron d'Opel a peur

72 % des ouvriers de GM-Anvers rejettent le deuxième projet de convention

Joris Van Gorp

Les ouvriers d'Opel ont rejeté par 72 % des voix un deuxième projet de convention collective lors d'un vote organisé la semaine dernière. Une première proposition avait déjà été rejetée par 78 % le mois dernier.

La deuxième proposition supprimait le travail de samedi supplémentaire et promettait l'embauche de 120 temporaires. «Cela ne nous avance en rien; dans trois mois ils seront repartis. Il faut engager du personnel fixe pour diminuer de manière durable la pression du

travail». Ainsi réagissaient les travailleurs en masse. Les ouvriers d'Opel veulent également plus de jours de compensation et une augmentation salariale de sept francs à partir du 1er janvier 1997. Le lendemain de l'annonce du résultat, cinq cents ouvriers de la pose de l'après-midi ont arrêté le travail pendant deux heures. Ils réagissaient à l'introduction de poses collectives qui permet à la direction de supprimer un ou deux remplaçants par trente ouvriers. La direction a accepté de ne pas appliquer les poses collectives jusqu'à l'expiration du préavis de

grève. Le rythme de la ligne sera également ramené de 71 à 50 voitures. Manifestement, le patron a peur.

La détérioration des conditions de travail chez Opel, comme dans le reste du secteur automobile, résulte des mesures visant à réduire les coûts de la production : produire le maximum avec un minimum de personnel. Pour imposer cette exploitation inhumaine, le patron doit briser la résistance syndicale. En 1989, la direction d'Opel est parvenue à conclure un accord de collaboration avec les responsables syndi-

caux dans le but de «soutenir l'entreprise face à la concurrence grâce à une collaboration intense entre la direction et les syndicats». Cet accord a miné le travail syndical.

Malgré l'opposition des trois délégations syndicales, les permanents syndicaux ont défendu l'accord. Ils ont eu beaucoup de mal à trouver suffisamment de militants pour distribuer le tract appelant à approuver le projet de convention. Les délégués qui refusaient ont été appelés à se justifier.

Plusieurs délégués craignent des

manoeuvres du patron dans les prochains jours. L'un des dirigeants de l'action de grève spontanée a dit : «Nos permanents sont tellement influencés par l'accord de coopération qu'ils sont capables d'accepter n'importe quelle proposition de la direction, sans la soumettre aux affiliés. Cela renforcerait l'antisindicalisme de manière catastrophique. Il faut mettre fin à cet accord de collaboration. Certains permanents doivent changer radicalement leur attitude. Pour moi, c'est devenu le principal enjeu de ce conflit.»

Transformez vos plaintes en accusations !

Livre noir : démantèlement et privatisation des services publics

10.000 emplois supprimés à Belgacom, 6.000 aux écoles, 7.000 à la SNCB, combien à la Poste ? Salaires attaqués, flexibilité... Et pour l'utilisateur : service moindre mais plus cher. Notez vos plaintes, le PTB les réunit dans un livre noir...

Annemie Cannaearts

Répondant au Grand Référendum des Travailleurs, les gens écrivent qu'ils veulent défendre les services publics :

«Je travaille depuis 25 ans à Belgacom comme poseur de câbles. Jamais je n'ai fait l'objet de remarques à propos de mon travail. Depuis que Di Rupo a vendu notre entreprise à Ameritech, je dois travailler plus dur et plus vite. Notre section "vend" ses services à d'autres services internes de Belgacom, selon les règles du plan Turbo. Il faut que nous soyons rentables. Cela signifie que bientôt des travailleurs seront licenciés et ceux qui resteront devront travailler plus dur. Tout le monde est inquiet.»

«Ce matin, le train avait à nouveau du retard. Quelqu'un rouspétait en disant que tout irait mieux si la SNCB était privatisée. Un cheminot a répondu : Monsieur, vous devriez savoir qu'avant nous disposions de plus de personnel pour l'entretien du matériel et



Tout comme le personnel, les usagers ont intérêt à lutter contre les privatisations. Ecrivez-nous votre opinion sur la défense des services publics !

que celui-ci est donc moins bien entretenu à présent ! Et la situation ne s'améliorera pas si l'on licencie encore 7.000 personnes.»

«Pour garantir la rentabilité, la direction de la Poste a introduit un système d'évaluation. Si nous avons trop souvent des mauvais points, nous risquons le licenciement. Il suffit que tu contredises un supérieur, que tu ailles trop souvent à la toilette ou que tu sois trop souvent malade pour avoir des mauvais points.»

«Je suis fier de la Poste ! Même dans un froid de canard ou en cas d'inondation, le facteur est toujours "à son poste". Dans le privé, il n'en est pas ainsi. Aux Pays-Bas, la distribution du

courrier est déjà interrompue après une journée de neige. Il faut absolument que notre Poste reste une entreprise publique. C'est la seule manière de garantir la sécurité d'emploi, nos pensions et un emploi pour nos enfants. A présent, nous ne sommes plus sûrs de rien. Le gouvernement prépare les mêmes plans pour la Poste que pour la SNCB.»

PTB-Belgacom : dix récits chaque semaine

Jean, dirigeant de la cellule PTB de Belgacom, nous explique : «Lorsque nous avons entendu tous ces récits, nous avons décidé pendant la réunion de cellule qu'il fallait présenter plus souvent le Référendum du PTB pour donner l'occasion aux gens de noter leur témoignage. D'ici le 1er mai, notre cellule veut récolter dix récits chaque semaine. Cela fera donc 90 récits et 90 formulaires du référendum remplis. Nous voulons que cela réussisse. Ainsi, les gens voient que les militants du PTB se soucient vraiment des conditions de travail des gens et que nous avons une alternative : la renationalisation, financée par les riches, pour des services publics qui soient vraiment au service du peuple. Tous ceux qui veulent nous aider sont les bienvenus. Nous demandons aussi aux gens de prendre des photos ou de réaliser un petit enregistrement vidéo pour illustrer leurs conditions de travail. Mais nous voulons également donner la parole à des gens qui ne parviennent plus à payer leurs factures. Si nous réunissons tous ces récits dans un livre, ce sera une arme dans la lutte pour le maintien des services publics.»

Envoyez-nous votre récit, votre opinion sur les entreprises publiques

Nous recevons des formulaires de référendum d'agents publics expliquant que l'"autonomie" des services publics (loi du 21 mars 1991 sur les contrats de gestion) brise la solidarité et la combativité.

Un fonctionnaire (FGTB Gand) nous écrit : «Sous le prétexte de la démocratie, le capitalisme se fraie un chemin partout. Sous le prétexte de la liberté, la concurrence est devenue une vache sacrée. En effet, nous éliminons les entreprises concurrentes, mais c'est exactement ce qu'ils veulent. Ceux qui croient que "la limite est atteinte" se font des illusions, car les capitalistes vont toujours plus loin. Leur unique but est le bénéfice.»

Un agent plus âgé (FGTB Hasselt) : «Pourquoi les Flamands seraient-ils moins solidaires que les Wallons ? Lorsque des Flamands et des Wallons arrivent à leur lieu de travail commun, ils se donnent la main. Où avons-nous acquis tous nos droits ? Dans la région liégeoise. Pour ceux qui travaillaient là-bas, la grève c'était la grève pour tous. Une manifestation, c'était pour tout le monde. Il était inconcevable qu'à un service régional où travaillaient 20 fonctionnaires, 4 seulement participent à la manifestation. Comme cela s'est vu à la manif du 13 décembre. Où est restée la solidarité ?»

Dans "Privé de public" publié récemment par les éditions EPO, Gérard de Sélys décrit la vente du secteur public au privé. A commander (695 F) à la Librairie Internationale, bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

EN BREF

Demander du soutien crée un lien

A chaque personne disposée à remplir le référendum je demande sans détour : "Ce référendum nous coûte un million et demi. Si tu veux nous soutenir, voici une carte de soutien de 100 F."

Avant, j'avais du mal à demander des sous en plus de la signature. Je n'osais parler d'argent que lorsque la personne manifestait beaucoup de sympathie ou après une bonne discussion. Et je n'en demandais qu'à ceux dont je croyais qu'ils n'auraient pas de problèmes à payer. Mon expérience m'a appris que beaucoup plus de gens sont prêts à nous soutenir financièrement, même s'ils ne connaissent pas encore bien le parti ou s'ils ne sont pas d'accord avec tout.

Le PS compte aussi bien des membres qui n'approuvent pas tout ce qu'il fait. Au contraire, ils sont de moins en moins d'accord avec les actes du PS. Je considère que demander du soutien montre que nous prenons notre campagne au sérieux et que nous nous battons pour notre point de vue. Les gens voient cela. Je suis convaincu que demander un soutien crée un lien avec notre parti. (RVD)

Le point du référendum

Au 4 mars, nous avons récolté 17.170 référendum. Voici le détail par province. Entre parenthèse, le soutien collecté.

Anvers : 3876	(33.475 F)
Brabant : 2281	(23.621 F)
Hainaut : 1165	(11.135 F)
Limbourg : 1776	(20.001 F)
Liège : 1487	(34.205 F)
Namur : 885	(7.435 F)
Flandre orientale : 4470	(39.004 F)
Flandre occidentale : 663	(5.101 F)
National : 568	(13.230 F)
Total : 17.170	(187.207 F)

Aidez-nous à réussir le Livre noir

Nom et prénom :

Rue et numéro :

Code postal et commune :

Téléphone :

Entreprise :

Syndicat :

O je travaille moi-même aux services publics (secteur :); je suis disposée (e) à recueillir des récits de mes collègues, envoyez-moi donc exemplaires du référendum.

O je suis prêt(e) à téléphoner à des gens pour recueillir leur témoignage.

O je demanderai à mon facteur, à la téléboutique dans mon quartier... ce qu'ils pensent de la privatisation.

O je connais les personnes suivantes qui ont certainement des choses à dire. Nom et adresse :

O je suis prêt(e) à prendre des photos pour la brochure, à enregistrer en vidéo

O je veux aider à expédier le courrier et les référendums

O je veux traduire les récits qui rentrent
O français-néerlandais O néerlandais-français

O je veux aider à financer le livre noir

O je veux aider à diffuser le livre noir, à partir du 1er mai

O je veux aider à organiser un hearing sur les services publics dans ma région

O je souhaite plus de renseignements sur les voyages pour visiter des services publics privatisés

O Pays-Bas (Poste/Pâques)

O Grande-Bretagne (hôpitaux, transports publics, télécoms / automne)

O ex-Allemagne de l'Est (été)

A renvoyer à : PTB - Services publics, bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles, ou à remettre à un militant du PTB.

J'apporte 27 référendums

Jacques. Dans mon entreprise, il y a beaucoup de répression contre les travailleurs de gauche. En plus, je suis délégué. Je dois donc faire attention. Mais personne ne peut nous empêcher de discuter. J'ai donc pris la chose en main. J'avais préparé une petite liste des collègues à qui je pouvais présenter le référendum. Dans deux colonnes, j'indiquais ceux qui avaient pris le référendum et ceux qui m'avaient rendu le formulaire rempli. J'indique au marqueur les collègues à qui j'ai déjà parlé, de sorte que je sais ce qui me reste à faire.

Certains collègues savent évidemment plus ou moins que je suis du PTB. A ceux-là je dis tout simplement que via le référendum le parti

veut diffuser son programme, mais également connaître l'opinion des travailleurs et je les invite donc à noter leur opinion sur le formulaire. Aux collègues que je ne connais pas si bien, je dis que j'ai reçu le référendum du PTB à l'entrée de l'entreprise et que j'avais pris quelques formulaires parce que je trouvais que c'était intéressant et je leur demande de le remplir à leur tour. Je leur dis qu'ils ne doivent pas le faire ouvertement, à cause de la répression... A ceux qui demandent plus d'explications je donne un Solidaire avec le programme du parti, car nous n'avons généralement pas beaucoup de temps pour discuter. De cette façon j'ai pu convaincre 27 collègues de travail de remplir le référendum.

Trois cents syndicalistes à la Rencontre pour l'Emploi

La Rencontre pour l'Emploi, organisée par l'Institut d'Études Marxistes le 24 février à Charleroi, s'est soldée par un grand succès. 300 participants venus de tous les coins du pays et de tous les secteurs s'y sont retrouvés.

Une trentaine de délégués ont pris la parole en différents groupes de travail et durant le meeting central. Ci-dessous l'allocution de clôture de Kris Hertogen, responsable syndical national du PTB.

Il y a quelques jours, le président du Parti Socialiste Philippe Busquin déclarait : «L'objectif commun doit être l'intérêt supérieur de toute la Wallonie...» Et le journaliste de conclure : «L'Histoire pourrait bien retenir de lui qu'il fut un des grands redynamiseurs d'une région qui se croyait morte sous les coups conjugués des Flamands et de la récession.» (1)

Deux esprits bien différents

Comment peut-on prétendre unir sous une même bannière, d'un côté les sidérurgistes de Cockerill-Sambre, de la Fafer, de Boël et de Clabecq et de l'autre côté Pierre Delaunoy, PDG de Cockerill-Sambre qui a liquidé 15.000 emplois en 15 ans ?

Comment ose-t-on exciter à un tel point les travailleurs de Wallonie contre leurs collègues de Flandre, sachant qu'il y a quelques mois à peine, la Société Générale, fleuron du capitalisme belge, liquidait 1.700 emplois dans les sièges flamands de l'Union Minière ?

En Flandre aussi, un tel discours nationaliste n'est plus le triste privilège du seul Vlaams Blok. Tous les partis — y compris celui de Louis Tobback — marchent derrière le drapeau flamand.

Quel autre esprit lors de la Rencontre pour l'emploi ! Des sidérurgistes de Gand, Liège, Charleroi et du Bra-

bant wallon, des enseignants francophones et néerlandophones, des cheminots de tous les coins du pays se sont réunis. Pour échanger des expériences, pour s'unifier dans un même combat pour l'emploi contre le grand capital. Cette rencontre est déjà en soi une victoire de la gauche et les organisateurs peuvent s'en féliciter.

"Contrat d'avenir" : l'avenir de qui ?

Le chômage devient insupportable. A Charleroi et dans le Borinage, près d'un travailleur sur trois est sans emploi. La Belgique compte un million de personnes frappées par le chômage. Cette situation effraie la bourgeoisie et les gouvernements parce qu'elle rend des nouveaux sacrifices difficiles à imposer et peut mener à des explosions sociales comme en France.

C'est pourquoi ils tentent d'associer les directions des syndicats à l'exécution de leurs plans antisociaux.

En France, le premier ministre Juppé a pris l'initiative d'un sommet social. En Allemagne, les patrons, les syndicats et le gouvernement viennent de conclure une "Alliance pour l'emploi et la compétitivité".

Et le gouvernement belge négocie avec les syndicats et les patrons un "Contrat d'avenir pour l'Emploi". Il

s'agit en fait d'un nouveau plan global dans lequel l'emploi servira d'appât pour faire passer de lourdes attaques contre les salaires, la sécurité sociale et les conditions de travail. Que trouve-t-on dans l'Alliance allemande ? Blocage salarial en échange de promesses d'emploi, flexibilité accrue, diminution des cotisations patronales, encouragement des assurances privées de maladie, allocations de remplacement uniquement pour ceux «qui en ont réellement besoin». (2)

Les dangereux projets de Verplaetse et de la Banque Nationale

Que promet le Contrat belge ? Alphons Verplaetse de la Banque Nationale envisage un échange entre salaires et emploi, la diminution des cotisations patronales, une flexibilité accrue et une diminution du temps de travail avec perte salariale. (3)

En outre, la prétendue modernisation de la Sécurité sociale entraîne une plus grande sélectivité et une cotisation sociale généralisée.

1. Événement, 9 février 1996.
2. Frankfurter Allgemeine, 25 janvier 1996. 3. Rapport Banque Nationale.

Au bout du tunnel, la guerre

Créer de l'emploi n'est jamais l'objectif des patrons. Seul le profit maximal les intéresse. La recherche du profit est le seul moteur de la production, comme le disait déjà Karl Marx. Le pouvoir d'achat des masses acquiert un retard par rapport au développement de la production, ce qui rend des crises de surproduction inévitables sous le capitalisme. Pour restaurer leurs bénéfices en temps de crise, chaque patron essaie d'augmenter la productivité et ses

capacités de production. En même temps, des atteintes contre les salaires et la Sécurité diminuent le pouvoir d'achat, ce qui fait restreindre encore plus les marchés. Ainsi, toute mesure que prennent les patrons pour sortir de la crise en prépare de nouvelles et de plus grandes. Toute restructuration porte en elle le germe d'une nouvelle restructuration.

Dans les années 80, des milliers d'emplois ont fait les

frais de la restructuration dans le secteur de l'acier. Mais aujourd'hui, ce secteur subit une nouvelle crise. Il n'y a pas de solution au chômage sous ce régime. Au bout du tunnel, la guerre menace : la lutte concurrentielle entre les blocs peut se transformer en véritable guerre comme cela s'est déjà produit à deux reprises au cours de ce siècle. Et comment peut-on imposer tout cela aux travailleurs autrement que par le fascisme et le racisme ?

Emplois contre dimi- de salaires : marché



Kris Hertogen, responsable national du PTB, au meeting central.



Gust Haverbeke, CGSP-Limbourg, a fait un ardent doyer pour le socialisme.

Europe, où profit rime avec chô-

Deux millions de chômeurs à cause du marché uni-

Toutes ces mesures créeront-elles des emplois ? Rien n'est moins vrai.

1. Tant l'Alliance allemande que le Contrat belge ne jurent que par l'Europe. Mais que voit-on ? En 1989, — il y avait 16 millions de chômeurs dans la Communauté Européenne — un certain Cechini nous promettait que le Marché unique allait créer 5 à 6 millions de nouveaux emplois. Ce Marché existe depuis 1993. Mais il y a aujourd'hui dans la Communauté 18,1 millions de chômeurs. (1) Ce qui fait, non pas 6 millions en moins comme promettait Cechinni, mais 2 millions de plus !

2. Échanger les salaires pour l'emploi ? Demandez aux réparateurs de navire d'Anvers ou aux syndicalistes de Forges de Clabecq ce qu'ils en pensent. Aux Forges, les salaires ont été diminués de 10 % en 1992. Aujourd'hui, la faillite menace. Rappelez-vous le plan global de 1993 : index santé, deux ans de blocage salarial et 140 milliards de diminution des cotisations sociales (sur trois ans). Tout cela au nom de la compétitivité, voie sacrée qui mène à l'emploi. Résultat ? «Sur les registres de l'Onem, le nombre de chômeurs en

décembre 1995 était identique à celui de décembre 1993. Le constat devient plus noir encore si on affine l'analyse. Si on décode l'impact de la flexibilité donc l'augmentation des emplois précaires ou diversément atypiques.» (2) Fin janvier, notre pays comptait 510.216 chômeurs complets indemnisés. «Pour janvier, le chômage était plus élevé seulement dans les années de crise 1984 et 1985.» (3) Ces statistiques ne tiennent plus compte des dizaines de milliers de chômeurs exclus les dernières années.

«Comme dans les meilleures années»

3. Les réductions salariales ne sont qu'un moyen pour restaurer les bénéfices des patrons en temps de crise. Ces trois dernières années, le pouvoir d'achat des salaires allemands a baissé de 5 %. Pour la même période, les bénéfices nets ont augmenté de 12 %, mais le chiffre officiel du chômage a dépassé les 4 millions, pour la première fois depuis 1949. (4) En Belgique, les bénéfices ont atteint, en 1994, le record historique de 821 milliards. Et en 1995, ils

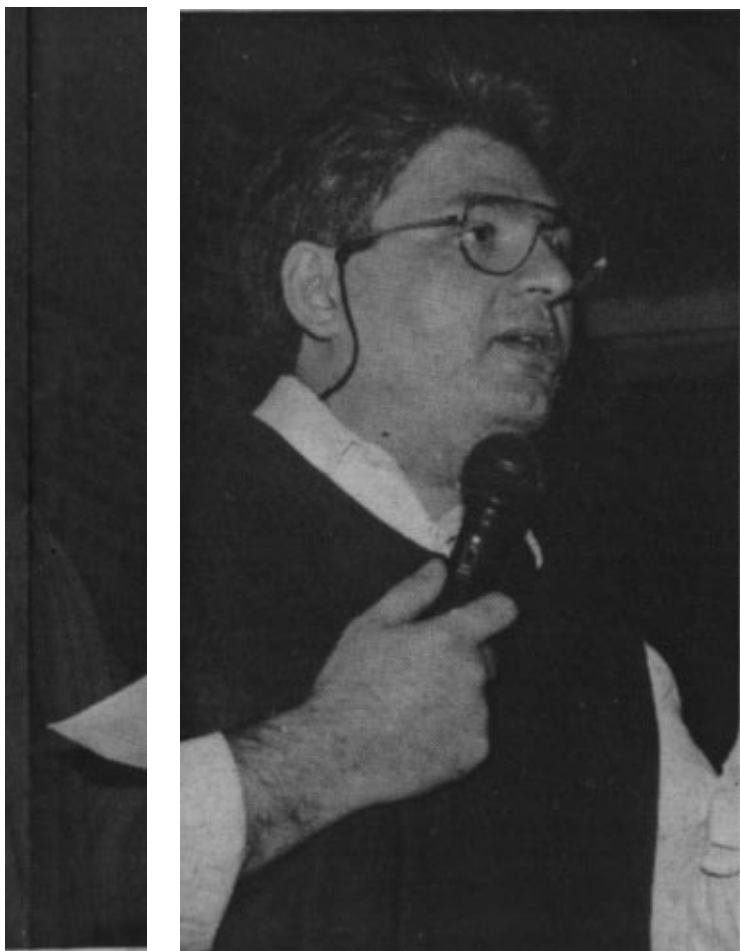
ont encore augmenté de 13 %. «Comme dans les meilleures années», a déclaré Alfons Verplaetse de la Banque Nationale. (5) Les bénéfices sont utilisés pour des investissements de rationalisation, comme à Union Minière.

4. Pendant qu'on négocie l'emploi, le train des restructurations se poursuit, souvent avec la collaboration des gouvernements. En Allemagne, VW, Daimler-Benz et Siemens, qui promettent aujourd'hui des milliers d'emplois, en ont liquidé 150.000 en trois ans. L'encre de l'Alliance est à peine séchée que le plus grand constructeur naval allemand Bremer Vulkan se déclare en faillite, menaçant l'emploi de non moins de 23.000 ouvriers.

Il y a quelques années, il voulait encore reprendre les chantiers navals de Boel-Tamise.

5. Pour les patrons, les restructurations sont un moyen de restaurer leurs bénéfices sur le dos des travailleurs. En 1991, Solvay, la plus grande multinationale belge, a procédé à une restructuration à l'échelle mondiale. Le siège de Couillet a été fermé. Des 47.000 emplois, il n'en reste plus que 38.800, quatre ans

minutions ché de dupes



Roberto D'Orazio, FGTB, lutte contre la fermeture des Forges de Clabecq.

chômage

hé unique

plus tard. Mais en 1995, Solvay a enregistré 12,4 milliards de bénéfices, une augmentation de 56 % par rapport à 1994. (6) Philips lui aussi a procédé au début des années 90 à une sérieuse restructuration, avec une perte de milliers d'emplois. Résultats ? Le bénéfice net consolidé est passé à 50 milliards en 1995. (7) Mais en même temps, Grundig, filiale de Philips, annonce qu'elle va supprimer 3.000 des 11.400 emplois. (8) La voie des restructurations est une voie sans fin.

6. Pour restaurer leurs bénéfices, les patrons veulent que le gouvernement fasse de lourdes économies dans le social, les services publics et l'enseignement. Désespérément à la recherche de nouveaux marchés juteux, ils mettent la main sur les pans les plus rentables des services publics.

Au moment même de la conclusion de l'Alliance, le gouvernement allemand annonçait un plan de relance prévoyant la privatisation de 18 entreprises, dont la Poste et la Régie des téléphones. Les assainissements dans le budget et les privatisations coûtent très cher à l'emploi. Regardez ce qui se passe en Belgique dans l'enseignement et à la

SNCB. Récemment, le PDG de British telecom prédisait la perte d'au moins 7.000 emplois à Belgacom. Il sait de quoi il parle : il a liquidé 47 % des emplois dans sa propre entreprise. (9)

7. N'y a-t-il vraiment aucune politique d'emploi ? Voyons plutôt. L'Alliance allemande veut réduire le chômage de moitié pour l'an 2000. Comment ? Écoutons le "Miet Smet" allemand : «850.000 emplois dans les tâches ménagères et 350.000 emplois dans les soins aux personnes.

Mesures pour y parvenir : possibilité de déduire des impôts les charges pour le personnel de maison, stimuler le travail à temps partiel qui serait souhaité par 2,4 millions de travailleurs à temps plein.» Voilà donc les ALE à la sauce allemande, voilà le partage de la misère et du chômage parmi tous les travailleurs.

1. International Herald Tribune, 9 février 1996. 2. La Wallonie, 12 février 1996. 3. De Standaard, 6 février 1996. 4. Le Monde, 4 février 1996. 5. De Morgen, 16 février 1996. 6. De Standaard, 9 février 1996. 7. L'Echo, 16 février 1996. 8. De Standaard, 6 février 1996. 9. Financieel Economische Tijd, 10 février 1996. 10. Neues Deutschland, 31 janvier 1996.

Sous le socialisme, du travail pour tous

Nous rejetons ce système et sa logique. Ce système n'a pas d'avenir, il est incapable de développer les forces productives de manière harmonieuse, il doit disparaître. Seul le socialisme, où les grandes entreprises seront devenues propriété collective sera capable de développer l'économie de manière planifiée au service des besoins réels de la population. Parlant des Forges, Busquin s'est opposée à la défense des emplois "artificiels" aux Forges de Clabecq. (1) En se prononçant dans ces termes, il révèle sa position fondamentale de défenseur du capitalisme. Pour les patrons, tout emploi qui ne produit pas le profit maximal est un emploi inutile, donc artificiel. Nous refusons cette société dans laquelle l'utilité de l'ouvrier est mesurée selon le volume des bénéfices que les patrons peuvent en retirer. Les usines sidérurgiques n'arrivent pas à faire écouler leur production mais en même temps il y a tant de besoins d'acier non satisfaits : pour la construction des maisons, le transport public, les tracteurs du tiers monde... Pour nous, le

travail des sidérurgistes comme celui de tous les ouvriers est utile et nécessaire. Seul le socialisme peut réaliser ce principe.

Il y a quelques années, les mineurs russes ont aidé par leurs grèves le nouveau tsar Boris Eltsine dans sa marche au pouvoir. Cette année, ils ont à nouveau fait grève contre ce même Eltsine et la nouvelle classe capitaliste qu'il représente. Leurs salaires n'étaient plus versés depuis des mois. En Ukraine, les mineurs ont manifesté devant la statue de Lénine : «Avant, on vivait dans un pays riche et respecté. Maintenant, nous sommes les citoyens d'une république bananière, clament les grévistes, tous nostalgiques de l'URSS.» (2) Après cinq ans d'expérience de capitalisme, ils veulent retourner au socialisme. Après 150 ans de capitalisme et au milieu d'une crise sans fin et sans espoir, nous pouvons dire aux travailleurs belges avec les paroles de Karl Marx : «Vous n'avez que vos chaînes à perdre, le socialisme est votre avenir.»

1. La Province, 27.1.96. 2. Le Monde, 8.12.95.



Six revendications de la classe ouvrière

Le PTB encourage tous les travailleurs et syndicalistes à lutter pour les revendications de leur classe :

1. Contre les restructurations et rationalisations. Maintien de tous les emplois, non aux fermetures, aux licenciements, aux pertes d'emploi. La logique capitaliste détruit toute une génération de jeunes. Tous les avoirs des capitalistes qui délocalisent ou coupables de faillites frauduleuses doivent être expropriés. Nationalisation sans indemnisation de secteurs entiers comme sidérurgie, industrie pharmaceutique, énergie et secteur bancaire.

2. Non aux privatisations, renationalisation de toutes les entreprises privatisées. Des services publics de qualité et bon marché sont indispensables. Nous nous battons pour un enseignement démocratique, gratuit et de bonne qualité. Exigeons le refinancement des services publics, de l'enseignement et de la Sécu par un programme fiscal radical, qui fait payer les fortunés et les patrons.

3. Pour donner un emploi valable et à temps plein à 330.000 chômeurs : semaine de 32 heures avec maintien du salaire, sans flexibilité et embauches compensatoires. Coût : 248 milliards. Avec 821 milliards de bénéfices, les

patrons peuvent payer ça.

4. Pendant que des milliers de personnes restent sur le pavé, les capitalistes transforment les usines modernes en véritables casernes, où règne la dictature des cadences et de la flexibilité. En reliant leurs revendications contre les cadences à celle de nouvelles embauches, les travailleurs de Renault et de VW ont montré la voie à tous les travailleurs du pays. Diminution des cadences. Non à l'extension du travail de week-end et de nuit. Respect de la journée des 8 heures.

5. Pour chaque travailleur, un emploi stable et à temps plein. Interdiction légale du travail intérimaire, des contrats temporaires, de la sous-traitance. Un contrat statutaire pour tous les travailleurs occupés dans les services publics. Suppression intégrale et immédiate des ALE.

6. Respect intégral du principe acquis en 1971 selon lequel le chômeur a droit à une allocation égale à 60 % de son salaire brut. Ce principe doit être appliqué pour tout chômeur quel que soit la durée du chômage, l'âge ou la situation familiale. Suppression de l'article 80, arme contre les chômeurs, qui en envoie des milliers au CPAS.

35 % de chômeurs : réaliste ?

Ces revendications vont à l'encontre de la défense de la position concurrentielle. C'est pourquoi certains nous reprochent d'être irréalistes, utopiques ou théoriques. Mais 35 % de chômage, est-ce réaliste ? Est-ce réaliste d'accepter, comme cela s'est fait à la SNCB, une diminution salariale de 2 % et une perte de 7.000 emplois tout en présentant cela comme une victoire pour l'emploi ?

Ce réalisme-là mène les travailleurs à la catastro-

phe sociale, à la démoralisation et l'antisindicalisme dont seule l'extrême droite se nourrit.

N'acceptons pas que nos objectifs soient déterminés par les limites étroites de la concertation. Seul peut nous guider ce qui est aujourd'hui d'une nécessité vitale pour les travailleurs. Les rapports de force se construisent seulement en informant et en mobilisant les travailleurs pour des revendications qui valent vraiment la peine.

Victoires par la lutte

Le capital est aujourd'hui plus agressif et radical que jamais. Pensez-vous qu'ils ne tiennent pas compte d'une classe qui sait se manifester avec agressivité et radicalisme ? Celui qui se plie ramasse des coups. Face à une classe qui ose lutter, la bourgeoisie recule. La grève en France l'a prouvé. Comme les cheminots français, nous devons engager la lutte, oser faire appel dans chaque conflit aux autres travailleurs.

Comme l'ont fait les syndicats de la Sabena le 20 décembre et les délégations des Forges de Clabecq le 4 février. Et comme les profs et les étudiants le 28 février. Si tout ouvrier apprend que le combat d'un autre ouvrier est aussi le sien, nous pourrions obtenir des victoires, nous nous renforcerons et nous serons capables un jour d'en terminer définitivement avec le capitalisme.

A la découverte des immigrés

Rencontres d'un nouveau type à Schaerbeek...

Comment connaître les conditions de vie et de travail des immigrés ? En allant discuter avec eux, dans leur maison... La plupart des patients de Claire Geraets, médecin au Centre de Lutte pour l'Égalité, en plein milieu de Schaerbeek, sont immigrés. Elle a mis sur pied des rencontres originales...

Claire Geraets.

Nous avons mis sur pied des rencontres à Schaerbeek. L'idée nous était venue lors des actions contre la violente descente de police chez la famille Soughuir, l'année passée. La semaine suivante, avec notre asbl Ligne d'Alarme, qui enregistre et réagit contre les actes de violences racistes, nous avons eu au moins dix coups de fils d'autres victimes, qui n'avaient jamais osé réagir. Parce qu'ils ne voyaient pas comment, ni à quoi cela pouvait aboutir.

Quelques étudiants belges étaient venus nous aider. Ils avaient discuté et travaillé avec de jeunes immigrés, ils avaient accompagné nos avocats défendant les droits des victimes. Ils avaient été frappés par cette violence raciste croissante de ce qu'on appelle les forces de l'ordre. Mais plus encore par les conditions de vie et d'exploitation que subissent les immigrés plus encore que les autres travailleurs. La double discrimination, cela se traduit en discrimination à l'embauche, discrimination pour trouver un logement, discrimination dans l'école et plus tard sur le marché du travail. Moi-même, médecin, je constate un surcroît de cas d'asthme et d'infections : bronchites, otites, même pneumonies, dus à l'humidité des maisons. Au service de l'Enfance (ONE), ils ont vu des cas d'intoxication au plomb, causés par les vieilles conduites d'eau. Les logements sont chers à Bruxelles. La colère n'a pas la nationalité belge, il est

plus difficile d'obtenir un logement social.

Celui qui parle avec ces immigrés, comprend bien des choses...

Celui qui voit de ses propres yeux ces injustices, celui qui parle avec ce père au chômage, vivant avec sa femme et ses quatre enfants dans un trois-pièces, il laissera vite tomber ses préjugés, il se rendra vite compte que ce ne sont pas les immigrés qui sont coupables des délocalisations et des fermetures. Il se rendra compte que le racisme, ça profite uniquement aux patrons parce que ça divise les travailleurs. Lors des rencontres, nous partons de La Clé, à pied, vers quelques familles qui veulent bien nous accueillir dans leur maison, nous raconter comment ils ont subi la violence policière. Comme cette femme à qui on a cassé les deux poignets parce qu'elle n'avait pas de ticket de bus. Ou comme cet homme qui est devenu fou lorsque sa femme a dû se déshabiller devant tous les flics du commissariat, alors qu'ils avaient été embarqués pour une histoire de permis de travail. Ou comme ce jeune qui s'est fait tabasser jusqu'à être hospitalisé, après un bête contrôle de «routine» par la police dans la rue.

Le commissaire de police Demol, qui sympathise avec l'extrême droite, a décidé de nettoyer les quartiers de Schaerbeek. Il orga-



nise des raffles d'une violence incroyable, qui ne résolvent rien du tout. Mais les Belges reçoivent le message : soyez tranquilles, on s'en occupe. Cela augmente évidemment le sentiment d'insécurité, puisqu'on en déduit qu'il y a beaucoup de trafic de drogue. Ces raffles sont un banc d'essai pour des actions contre les mouvements sociaux croissants. Quand on sait que le commissaire

de police Médard est en fuite, accusé d'être le cerveau d'un important trafic de drogue, au sein même de la police...

Pendant ces rencontres, nous discutons avec des responsables de maisons de jeunes : "Bouillon de culture" ou "L'Etoile du Nord". Et avec les femmes du centre Gaffi (animation de femmes et filles immigrées). Et nous parlons bien sûr avec des

Belges habitant depuis des années dans ce quartier... Ils n'ont jamais été importunés, n'ont jamais eu peur (sauf des flics). Faisant très bien la part des choses, ils nous expliquent que la petite délinquance, bien sûr, ça existe et c'est pas beau, mais c'est toujours lié aux conditions socio-économiques. Et c'est donc là qu'il faut entamer la lutte, Belges et immigrés ensemble.

A propos de la stratégie des flics, de la délinquance, des écoles sans moyens...

Il y a aussi mon amie, enseignante depuis vingt ans dans une école «du bas Schaerbeek», qui nous raconte ses difficultés à travailler correctement : subsides nettement insuffisants, élèves de différents niveaux dans la même classe. Des élèves qu'on fait passer en quatrième alors qu'ils ne savent pas lire, tout juste pour que les parents ne les changent pas de l'école et qu'on se retrouve pas avec moins d'élèves, donc moins de profs...

Après une évaluation de la visite, autour d'une tasse de thé à la menthe et des merveilleux biscuits, les Rencontres se terminent sur l'espoir que les participants mettront la main à la pâte pour faire de leur entreprise une entreprise sans racisme, en travaillant avec la pétition d'Objectif, qui réclame les droits politiques et sociaux égaux.

Envie d'entendre de vos propres oreilles ?

Les prochaines Rencontres de Schaerbeek auront lieu le 9 mars (après midi), le 24 mars (matinée, avant la manif droits égaux), les 13 avril et 25 mai. On s'inscrit à La Clé, ch. de Haecht 276, 1030 Bruxelles. Tél 245 98 50.

Une bonne occasion aussi de prendre contact serait le bal de la Clé le 16 mars (voir agenda p 13).

Hôpitaux et homes : 8.000 à 12.000 emplois menacés

Le personnel soignant réclame les 32 h sans pertes de salaire avec embauches

Sylvie Peeters

Des milliers de travailleurs et de militants syndicaux manifesteront à Bruxelles mardi 5 mars. Fusions, restructurations, pertes d'emplois, stress insupportable. La colère gronde depuis longtemps dans le secteur...

Le gouvernement a décidé de supprimer cinq mille lits avant la fin de 1999. En réalité, huit à douze mille emplois sont menacés. C'est la conséquence de la norme imposée par le Plan Global de 1993 réduisant la croissance des dépenses à 1,5 % par an (hors inflation). Le nouveau mode de financement entraîne les hôpitaux dans une spirale vers le bas : la durée d'hospitalisation et les effectifs pour chaque type de

maladie sont comparés et c'est la norme la plus basse qui servira de directive. La concurrence donc dans le secteur non marchand !

Les fusions coûtent des centaines d'emplois

Les directions locales multiplient les plans de restructuration. Fusions, regroupements et accords de coopération coûtent des centaines d'emplois et ceux qui restent sont soumis à un stress insupportable. Quelques exemples récents ne constituent que la pointe de l'iceberg :

- Regroupement de neuf hôpitaux publics de la région bruxelloise (1er janvier) : 212 "dégagements".
- Fusion des hôpitaux public et

privé de Soignies (1er janvier) : perte d'environ cent emplois.

La suppression de lits est une autre forme d'assainissement :

- Les hôpitaux de Gilly suppriment 66 lits.

- Même scénario à Sainte-Ode (Luxembourg) où il y a 25 emplois "de trop".

- La clinique européenne à Bruxelles supprime même 100 lits (perte de 150 emplois).

Les conflits sociaux n'ont pu être évités que par l'application de la prépension à 52 ans.

Las de se battre au niveau des hôpitaux individuels, les syndicats ont lancé un mouvement national pour une politique de l'emploi valable impliquant une réduction du temps de travail à 32 heures sans perte salariale et avec

embauches compensatoires, ainsi qu'un relèvement des normes du personnel. Le manque de personnel est énorme dans le secteur hospitalier où le personnel est en majorité féminin. La revendication des 32 heures y est très populaire.

32 heures avec maintien du salaire : revendication officielle des syndicats !

Mais le gouvernement a tendu un piège : il est prêt à négocier une réduction substantielle des cotisations dites "patronales" en échange de l'emploi. Certains milieux syndicaux prétendent qu'une telle diminution des coûts permettrait

d'introduire les 32 heures sans toucher au salaire. Or, à Saint-Ode, le syndicat a signé un accord avec la direction introduisant les 32 heures... avec une perte de salaire de 8 %.

Le cahier de revendications du secteur hospitalier ne doit pas être financé par des réductions du salaire direct ou indirect. Il faut transformer la colère en actions. L'alternative est de s'associer au mouvement de lutte national qui se développe pour le refinancement - payé par les riches - tant du secteur de la santé, que de celui de l'enseignement, des services publics et de la sécurité sociale. Une médecine gratuite dans le cadre d'un service de santé national et avec suffisamment de personnel est financable.

SNCB : grève réussie en Flandre, ressentie en Wallonie

Ne pas signer l'accord, continuer les actions

La grève de la CSC-Cheminots a été un succès, malgré les conditions difficiles (syndicat minoritaire et répression patronale).

«La grève perturbe complètement le transport ferroviaire», titrait le Standaard. En Flandre, un cheminot sur trois a fait grève. En Wallonie, elle a fait sentir ses effets.

Kris Hertogen

En Flandre, un cheminot sur trois a participé à la grève (en Flandre orientale et en Flandre occidentale, le pourcentage des grévistes a atteint 60 %). A Anvers et Gand, 75 % des machinistes et la moitié du personnel d'entretien étaient en grève. Suite aux piquets de grève mobiles et à l'occupation de points stratégiques, l'action était également sensible en Wallonie.

Les cris de Schouppe sont de la propagande

Dans le Brabant wallon, la collaboration entre enseignants et cheminots était frappante. C'est ainsi que l'unité intersectorielle se construit : ensemble contre les plans de restructuration, ensemble pour le refinancement !

Les cris de victoire du patron de la SNCB Etienne Schouppe («Echec de la grève» et «l'accord plébiscité») ont un but de propagande.

Une grève qui a sérieusement gêné la direction

En réalité, la grève a sérieusement gêné la direction SNCB. Elle a tout fait pour l'éviter en entamant d'urgence des négociations, parvenant même à persuader la direction de la CSC-Cheminots de consulter une nouvelle fois sa base. Mais le Conseil national des cheminots CSC a rejeté les propositions. La base s'insurge surtout contre la perte salariale et la suppression de sept mille emplois.

Les plans visant à augmenter encore la flexibilité suscitent

également la colère. C'est contre toutes ces mesures que les cheminots CSC ont fait grève et non "contre la CGSP", comme le déclare malencontreusement le secrétaire général de celle-ci, Johny Van den Rysse.

Les actions maintiennent le climat de résistance

Schouppe menace à présent de ne négocier les mesures d'application qu'avec les syndicats qui ont signé l'accord. Il espère ainsi convaincre en dernière minute la direction de la CSC-Cheminots.

Mais la grève du 1er mars a démontré que tant pour la base que pour les cadres intermédiaires, la bataille pour cet accord n'est nullement terminée.

Le sommet CSC a tout intérêt à refuser de signer l'accord social et la CGSP à retirer sa signature. Les actions - sous quelque forme que ce soit - maintiennent le climat de résistance. Dans ce climat, chaque mesure d'application du plan Horizon 2005 et du plan social peut constituer l'étincelle qui rallume le feu embrasant tout le secteur.



Qu'on cesse de diviser les travailleurs !

SNCB : le piquet mobile du Brabant wallon renforcé par des enseignants

Geert Goderis

Vendredi 5 heures du matin. Nous arrivons au bâtiment de la CSC à Nivelles au même moment que le bus des grévistes. Une dizaine de grévistes CSC sont déjà présents. Ils parlent tous de l'assemblée interprofessionnelle organisée la veille par la CSC Brabant wallon... «300 personnes étaient présentes, un vrai succès. Nous avons plaidé pour mettre fin au syndicalisme de concertation et retourner au syndicalisme de combat», «Voilà vingt années que nous négocions et nous ne cessons pas de reculer. Si on pousse un animal vers la

mort, il va attaquer. L'animal en soi n'est pas agressif, mais il se défend lorsqu'on le traque», «Certains ont défendu la semaine de 32 heures sans perte salariale. Ca, c'est un bon mot d'ordre».

Le bus part et nous arrivons à Tubize (à proximité des Forges de Clabecq) vers 5 h 45. Le piquet intersectoriel est dirigé par des cheminots et renforcé par des chômeurs, des métallos des Forges, des délégués des jeunes CSC et des enseignants. Ces derniers distribuent un tract contre les mesures de la ministre de l'Enseignement Laurette Onkelinx. Nous arrivons juste à temps pour arrêter

le train qui arrive. Le conducteur sort de sa cabine et la gare est paralysée. Ensuite, nous nous rendons à Braine l'Alleud.

Quelques usagers s'indignent : «Vous vous attaquez toujours aux faibles. Pourquoi ne menez-vous pas votre action devant le siège de votre patron ?» Un voyageur prend la défense des cheminots : «Le gouvernement permet aux entreprises qui réalisent des milliards de bénéfices de frauder massivement. Ils n'ont d'ailleurs même plus besoin de frauder, car ils peuvent contourner le fisc grâce aux centres de coordination... Mais l'Etat prétend ne pas avoir

d'argent pour les cheminots. Ils ont raison de faire grève».

Les cheminots engagent la discussion : «Vous aussi, vous êtes victimes du plan. On supprimera des lignes», «Inutile de nous placer devant le bureau du patron. Ca ne l'empêchera pas de travailler grâce à son fax, son ordinateur et son GSM. La seule façon d'obtenir quelque chose est de paralyser l'économie par la grève.»

Leur action s'est soldée par un succès : la ligne Bruxelles-Charleroi a été complètement bloquée, ainsi que celle vers La Louvière. Le bus des grévistes retourne à Nivelles pour prendre un groupe

d'enseignants qui viendra renforcer le piquet. Quand je prends congé des grévistes, l'un d'eux me dit : «Ecris dans le journal Solidaire que les cheminots doivent s'unir et combattre la division. Ils doivent se battre pour un cahier de revendications clair. Il faut éliminer le plan Schouppe et prendre l'argent où il se trouve. Les cheminots ne doivent pas se battre tout seuls. Nous devons nous unir tous ensemble. A chaque fois, on nous divise, il faut que cela finisse.» Pendant cette tournée, un gréviste sur quatre a rempli le référendum PTB des travailleurs et un sur six a acheté Solidaire.

Forges de Clabecq : le piège des prépensions

Marco Van Hees

Le Conseil d'administration des Forges a donné trois semaines au nouveau boss Froidmont pour préparer la première phase de restructuration. Fidèle à sa tactique, Froidmont n'a encore rien avancé de précis. Mais l'audit qu'il est chargé d'appliquer parle de 650 pertes d'emploi (450 prépensions et 200 dégage-ments).

Les travailleurs ont trois semaines pour préparer la lutte. Mais sur quel programme ? Essayer d'obtenir un bon volet social (en particulier des prépensions) ou exiger le maintien des 2.143 emplois ? Sur la question des prépensions, Froidmont n'avance aucune proposition afin de laisser monter les enchères. Mais on sait d'expérience que la Région wallonne est prête à dépenser l'argent de la collectivité quant il

s'agit de supprimer des emplois. Surtout si l'octroi de ces prépensions permet d'éviter la grève et donc d'imposer plus facilement les phases suivantes de la restructuration : la synergie avec d'autres entreprises, c'est-à-dire l'abandon d'une usine sidérurgique intégrée, puis probablement la fermeture pure et simple.

Les délégations des Forges, tant FGTB que CSC, se sont toujours

prononcées pour le maintien d'une usine intégrée. Et 10.000 manifestants sont venus à Tubize, il y a un mois, pour leur témoigner leur solidarité et refuser la logique actuelle des pertes d'emploi. A la Rencontre pour l'emploi de Charleroi, ce 24 février, Roberto D'Orazio, président de la délégation FGTB, a encore rappelé : «Il est clair qu'il n'y aura pas un emploi perdu et pas un outil perdu aux Forges de Clabecq avec la

participation de la délégation syndicale FGTB».

Des bruits circulent dans l'usine : «Faire la grève, c'est ce que la direction attend pour fermer l'usine». Mais c'est exactement le contraire ! Depuis des semaines, la Région wallonne utilise toutes les manoeuvres possibles pour empêcher la grève. Si Collignon et consorts n'avaient pas peur de la grève, il y a longtemps que Clabecq serait fermé.

"Contre-révolution de velours" : en espagnol, tchèque et arabe

Intérêt pour le livre de Ludo Martens à Cuba, Prague et Damas

A La Havane, les éditions Culture Populaire viennent de publier en langue espagnole le livre de Ludo Martens "L'URSS et la contre-révolution de velours". Cette édition a été augmentée par l'auteur de trois nouveaux chapitres, analysant les événements intervenus dans l'ex-Union soviétique de 1991 à 1994.

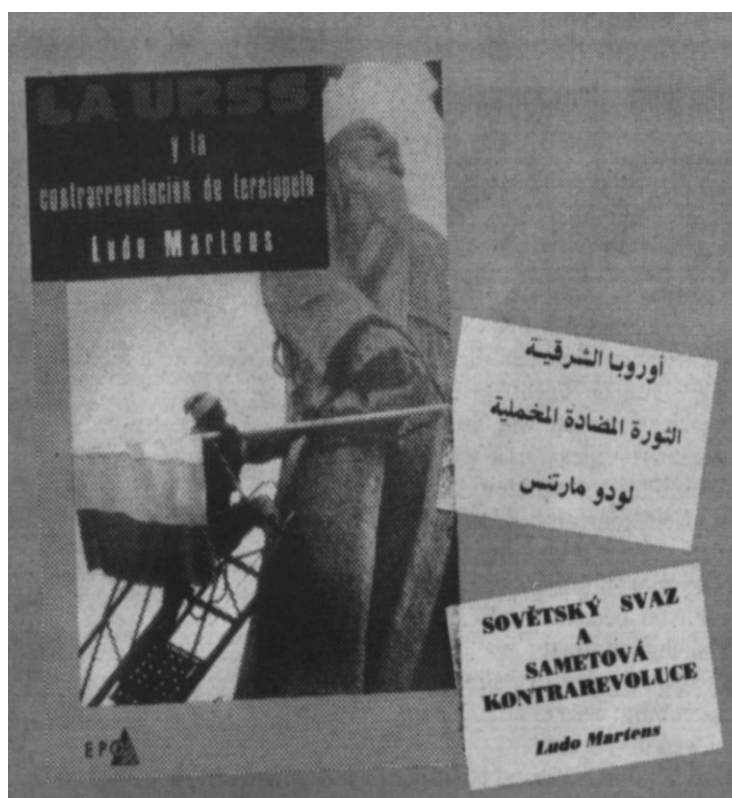
Dirk Van Duppen

La publication de ce livre en espagnol est importante pour le mouvement révolutionnaire en Amérique Latine, où le débat sur les causes de l'effondrement de l'Union soviétique est resté très superficiel. A partir des années trente, l'opportunisme a déjà dominé le mouvement communiste latino-américain, avec quelques grandes exceptions comme Mariategui au Pérou. Depuis 1956, le révisionnisme de Khrouchtchev a détourné la plupart des partis du marxisme-léninisme. Alors, se sont développés les différents courants trotskistes qui exprimaient un radicalisme petit-bourgeois lié à un anticommunisme profond. Ces deux tendances ont dominé largement les mouvements révolutionnaires des années 70 et 80. Ils ont abouti à la capitulation et la trahison au Chili, au Nicaragua et au Salvador. L'analyse en profondeur de l'effondrement du socialisme en URSS, contenu dans le livre de Ludo Martens, a donc une répercussion directe sur la compréhension des échecs de la révolution latino-américaine. Le livre de Ludo Martens commence par une autocritique de

certaines thèses des maoïstes concernant l'URSS sous Khrouchtchev et Brejnev, et notamment celles du «capitalisme d'État» et du «social-impérialisme». Il montre que ces thèses ont empêché de continuer et d'approfondir la lutte contre le révisionnisme, entamée au cours des années soixante par Mao Zedong et Enver Hoxha.

Un instrument pour comprendre les échecs révolutionnaires en Amérique latine

Ensuite, on lira par ordre chronologique les analyses que Ludo Martens consacre aux trois étapes de la contre-révolution en Europe de l'Est : Hongrie en 1956, Tchécoslovaquie en 1968 et Roumanie en 1989. La cohérence et la persistance de l'effort des contre-révolutionnaires et des impérialistes se dégage clairement de ces textes. On y voit aussi nettement l'approfondissement du révisionnisme, qui a détruit de l'intérieur ces pays socialistes. La renaissance du mouvement communiste comme mouvement



La couverture de l'édition espagnole (gauche) et les titres tchèque et arabe. L'auteur : Ludo Martens, président du Parti du Travail de Belgique.

révolutionnaire de masse et international au XXIème siècle, dépendra de deux choses : 1. L'analyse du révisionnisme krouchtchévien (qui introduit les idées social-démocrates, réformistes et bourgeoises, au sein du Parti communiste). 2. L'analyse de la contre-révolution ouverte qui s'en est suivie sous Gorbatchev.

Ludo Martens publie un premier texte consacré à la "glasnost" et à la "perestroïka" de Gorbatchev, écrit en 1989. Une année cruciale pour la contre-révolution, comme 1917 le fut pour la révolution et le socialisme. Il montre bien comment toutes les organisations de la pseudo-gauche, ou, comme le disait Marx, du "socialisme bourgeois", se sont dressées aux côtés de l'impérialisme et de la grande bourgeoisie : sociaux-démocrates, trotskistes, écologistes et anarchistes ont acclamé la «chute du mur de Berlin» et la «chute du stalinisme» comme leur victoire. C'est un moment instructif de l'histoire : leur rôle d'agents de l'impérialisme et de la bourgeoisie est apparu de façon claire et indiscutable.

Les deux premiers chapitres consacrés à l'URSS des années 1989 et 1990 sont surtout intéressants pour les multiples citations de

sources soviétiques. Elles montrent aussi bien la démagogie perfide de Gorbatchev que le caractère ouvertement contre-révolutionnaire de sa politique. C'est monstrueux, mais c'est aussi l'aboutissement inévitable d'une politique entamée en 1956 par Khrouchtchev sous une démagogie "marxiste-léniniste" sophistiquée. On comprend mieux comment des hommes de gauche se sont laissé prendre dans les filets de "l'antistalinisme" et comment ils ont suivi Khrouchtchev, Brejnev et Gorbatchev pour finalement défendre la contre-révolution et l'impérialisme.

Trois nouveaux chapitres : la catastrophe avec Eltsine

Les trois nouveaux chapitres analysent les développements depuis le premier coup d'État d'Eltsine en septembre 1991 jusqu'à son second coup d'État et la liquidation du parlement en septembre 1993. Avec de multiples preuves, l'auteur montre comment une bourgeoisie mafieuse, soutenue par la CIA, a

instauré sa domination et provoqué des catastrophes hallucinantes pour les travailleurs soviétiques. On notera que des trotskistes comme Mandel et des révisionnistes comme Van Geyt et Marchais ont bu le calice jusqu'à la lie : ils ont soutenu le coup d'État d'Eltsine au nom de la "démocratie" et de l'"antistalinisme"...

Un livre à conseiller vivement à vos amis latino-américains, un livre aussi à faire parvenir au Chili et au Nicaragua, au Mexique et au Salvador.

Editions également en Tchéquie et en Syrie

Il y trois semaines, la maison Orego, dirigée par le Dr. Milan Havlicek, a mis en vente une édition très soignée du livre de Ludo Martens. Elle sera diffusée dans les républiques tchèque et slovaque. Le même éditeur avait déjà publié, début 1995, la traduction tchèque d'«Un Autre Regard sur Staline».

Les communistes tchèques discutent intensément les causes de l'échec de leur expérience socialiste. Véritables internationalistes, ils s'intéressent aux analyses marxistes-léninistes publiées ailleurs dans le monde. On appréciera le courage de l'éditeur, en sachant que le niveau de vie se dégrade très vite dans les républiques tchèque et slovaques, et qu'un anticommunisme nauséabond est propagé par les médias bourgeois. La menace d'interdiction pèse toujours sur les organisations communistes.

Au même moment, est sorti de presse à Damas la première partie du même livre en langue arabe. Traduit par Michel Mounayer, le livre débute par un texte de 1987 qui a lancé la discussion sur les théories du «capitalisme d'Etat» et du «social-impérialisme» en URSS et sur les changements introduits par Gorbatchev. Il contient les analyses de la contre-révolution en Hongrie (1956 et 1989), en Tchécoslovaquie (1968 et 1989) et en Roumanie (1989). A partir d'analyses concrètes, le livre de Ludo Martens formule des critiques de fond sur le révisionnisme et le trotskisme, deux courants anticommunistes qui ont fait beaucoup de tort dans le monde arabe.

Bon de commande

- Je commande "L'URSS et la contre-révolution de velours".
- En espagnol (590 FB, 98 FF, 32 NLG, 20 \$)
- En tchèque (590 FB, 98 FF, 32 NLG, 20 \$)
- En français (590 FB, 98 FF, 32 NGL, 20 \$)
- En arabe, 1ère partie (250 FB, 40 FF, 15 NLG, 10 \$)

Nom :

Adresse :

Payer par mandat postal au compte 000 - 1331025-88 de PTB - Editions, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles 1
France : au compte 035 - 4850 X - 033 de La Source
Mentionner le livre, la langue. Frais de port compris dans le prix.

Orphelinats chinois : une mise en scène d'Human Rights Watch

Paul Crispin

Le 10 mars, la BRT présentera le célèbre "reportage" d'Human Rights Watch sur un orphelinat de Shanghai. Entre temps, Francis Deron, correspondant du Monde français, a appris que «Kate Blewett (la réalisatrice) a conseillé

aux responsables de présenter l'institution sous les traits de la plus grande pauvreté dans l'espoir d'obtenir des fonds additionnels. Elle a maquillé les traits des enfants pour qu'ils semblent malades.» Francis Deron, pourtant un anti-communiste, ajoute : «Il paraît improbable que l'Etat chinois laisse

se formuler une politique du mouvoir qui cadrerait mal avec les efforts sincères de l'ensemble de sa profession médicale, qui est quand même composée d'une armée de pédiatres relativement compétents, attachés à l'enfance, et non de gardes-chiourme néo-nazis.» (1) De même, James Martin, un cadre

américain travaillant à Shanghai, réfute les mensonges d'Human Rights Watch : «Des handicapés arrivent souvent à l'Institut du bien-être des Enfants à Shanghai, en mauvaise condition sanitaire et avec des tares de naissance. Leur situation ne peut être améliorée que moyennant d'importants frais

supplémentaires, des interventions et soins compliqués. Celui qui veut vraiment aider doit faire des dons aux orphelinats et aux programmes de développement de l'ONU» (2).

(1) Le Monde 13.1.1996; (2) International Herald Tribune, lettre de lecteur 19.1.96.

La Chine a-t-elle envahi le Tibet ?

Le sénateur Destexhe reprend la propagande de la CIA

Le sénateur Destexhe, ex-Médecins Sans Frontières passé au parti libéral, a déposé une proposition de résolution de «protection du peuple tibétain et de sa culture». Son texte reprend les principaux thèmes des campagnes de la CIA de ces dernières années...

Hugo Krols

«Le Tibet est actuellement un Etat indépendant occupé illégalement et la République populaire de Chine (R.P.C.) n'a aucun droit souverain sur le Tibet», prétend Destexhe (1). Qu'en est-il en réalité ?

L'intégration du Tibet à la Chine a été un long processus débutant au 7ème siècle. Au 13ème siècle, le Tibet est définitivement incorporé au territoire chinois et soumis à la souveraineté du gouvernement central. En 1271, Koubilai Khan, fondateur de la dynastie mongole des Yuan (1270 - 1370), nommait le chef de la plus puissante secte religieuse tibétaine au poste de ministre chargé des affaires religieuses et civiles du Tibet. L'empereur fit encore procéder à trois recensements de la population tibétaine, fixa le montant des taxes et impôts sur cette base et nomma les fonctionnaires chargés de percevoir les tributs.

L'exercice de ces trois fonctions établissent indubitablement l'autorité souveraine sur le Tibet. Après 1911, tous les gouvernements chinois successifs ont réaffirmé et exercé une totale souveraineté sur le Tibet. Ce fut le cas de Sun Yatsen, premier président de la République chinoise, de Tchang Kai chek et, bien entendu, de la République Populaire (RPC). Il est complètement faux que «la communauté internationale n'a jamais reconnu cette appropriation illégitime du Tibet», comme le prétend Destexhe. Aucun gouvernement n'a jamais contesté la souveraineté chinoise sur le Tibet.

En 94, Willy Claes, ministre des Affaires étrangères, répondait au député fasciste Gerolf Annemans, autre champion du «Tibet indépendant»: «J'ai l'honneur de confirmer à l'honorable membre que, pour la Belgique comme pour les autres

pays de l'Union européenne, la région autonome du Tibet fait partie intégrante du territoire de la RPC» (2).

Le «génocide tibétain»: réalité et fiction

Destexhe prétend: «Cette occupation a causé la mort d'au moins 1,2 million de Tibétains entre 1950 et 1980. Les femmes tibétaines font aujourd'hui l'objet d'un contrôle des naissances terrifiant, qui vise à la disparition progressive du peuple tibétain» (1)

Le «génocide» est évoqué dans des dizaines d'articles. Mais aucun auteur ne fournit la moindre preuve. Voici la réalité. Ces chiffres sont extraits des trois recensements nationaux que la Chine a menés en 1964, 1982 et 1990. (3)

Population tibétaine (millions)			
	1964	1982	1990
Région Autonome de Tibet	1.209	1.706	2.096
Population tibétaine totale	2.501	3.874	4.593

Aucune trace de génocide. Des organisations comme la Banque Mondiale ont reconnu le sérieux de ces recensements. Ces conclusions sont confirmées par des recherches scientifiques indépendantes. En mars 1991, la revue Asian Survey publiait un dossier de Melvyn Goldstein et Cynthia Beal. Ces professeurs d'anthropologie de l'université de Cleveland ont dirigé deux recherches au Tibet de 1985 à 1988, sous les auspices de la très sérieuse National Geographic Society. La première enquête, de cinq mois, a couvert l'agglomération de Lhasa. La seconde a mené les chercheurs dans diverses régions pastorales pendant seize



mois. Leur conclusion: «Le Tibet connaît un réel taux de croissance démographique élevé plutôt qu'elle ne souffre d'une politique coercitive et restrictive du contrôle des naissances qui provoquerait un déclin de sa population et menacerait son existence.» (4)

Des millions de «colons chinois» au Tibet ?

Destexhe prétend aussi que «la Chine n'a cessé d'implanter des colons chinois au Tibet, de sorte que les Tibétains se trouvent aujourd'hui réduits à une minorité dans leur propre pays» (1). «Colonisation chinoise massive»? Tous les articles évoquant ce thème reprennent mécaniquement les chiffres d'Avedon, un auteur qui répand la version quasi officielle des positions du Dalai Lama (5). Avedon prétend qu'il y a deux millions de colons chinois au Tibet, mais ses chiffres ne tiennent pas. Pour la ville de Lhasa, par exemple, il nous dit qu'il y aurait 150.000 Chinois pour 50.000 Tibétains. Admettons que pour les deux autres grandes villes du Tibet il y aurait encore 150.000 Chinois. Alors, selon lui, 1,7 million de Chinois devraient se trouver à la campagne où ils représenteraient un habitant sur deux! Or, tout qui a visité le Tibet vous dira que dans les campagnes on n'y rencontre quasiment aucun Chinois Han.

Un rapport du Service de Recherche du Congrès américain cité en 1989 le chiffre de 5% de Han dans tout le Tibet (4).

«Faire du Tibet un lieu de troubles»

Le Dalai Lama «nobélisé» est l'instrument idéal d'une cam-

pagne inspirée par la CIA. L'image «non-violente» qu'il véhicule peut séduire certains, mais ne doit pas faire illusion. En juin 1993, la revue Far Eastern Economic Review interviewait Lhasang Tsering, directeur de l'Amnye Machen Institute, à Dharamsala où siège le «gouvernement tibétain en exil». Lhasang Tsering est un des quelque 1.700 guérilleros tibétains entraînés et organisés par la CIA dans les années 50 et 60, par l'intermédiaire de Gyalo Thondup, un des frères de l'actuel Dalai Lama.

Lhasang Tsering mena des opérations clandestines jusqu'en 1972, à partir de la frontière népalaise. Voici ses propos amers: «Depuis le début, le gouvernement américain n'avait en réalité aucun intérêt pour l'indépendance du Tibet en soi. Nous n'étions pour lui qu'une arme, parmi d'autres, pour harceler le régime communiste... L'erreur que nous avons commise, c'était de quitter le Tibet. La seule manière de gagner le soutien des grandes puissances, c'est de faire du Tibet un lieu de troubles» (6) Voilà qui est clair!

Vous voulez en savoir plus ? Commandez la brochure de Solidarité Internationale «Le Tibet», 120 FB. Ligue Anti-Impérialiste, 68 rue de la caserne, 1000 Bruxelles. 02 / 513 53 86.

1. Sénat de Belgique, Session 8.1.96. 2. Chambre des Représentants de Belgique, Questions et Réponses, DO939400555. 3. «Population of the Tibetan Nationality», Social Sciences in China, 1/1994, p.46. 4. Goldstein & Beal, China's birth control policy in the Tibet Autonomous Region, Asian Survey. 5. Avedon, Tibet Today: current conditions and prospects. 6. Far Eastern Economic Review, 24.6.93, p.30.

AGENDA

Bruxelles

Vendredi 8 mars, 20h

«Autonomie de l'école: panacée ou poison?» Débat avec Jean-Marie Ansiaux, président CGSP-enseignement, Ann Demeulemeester, service d'études ACW-Enseignement, Nico Hirtt, prépare un livre sur l'enseignement, François Martou, président du MOC, Gust Van Dongen, secrétaire-général COC-CSC flamande. CGSP, Place Fontainas 9-11. Org: Appel pour une école démocratique.

Samedi 16 mars, dès 19h

«Souper et bal antiracistes de la Clé». Repas, danses, tombola au profit de la ligne d'alarme, soirée dansante. Ecole n° 3, 188 rue Rogier, Schaerbeek. Réservations repas: La Clé, chaussée de Haecht, 276 Schaerbeek, Tél: 02/245 98 50.

Flémalle

Samedi 9 mars à 19h30

«Souper de Solidarité pour Cuba», Régionale FGFB de Flémalle, Grand Route, 122. Org: Syndicalistes pour Cuba. Réservations repas: 041/64 71 21 ou 041/37 25 54.

Seraing

Vendredi 8 mars, 20h

Séminaire: «La sécurité sociale: ses origines, son fonctionnement et son financement». Enjeux: sélectivité, scission communautaire et fiscalisation des soins de santé. Avec Johan Vandepaer, Médecine pour le peuple, Rue C. Lemonnier, 112. Infos: 041/37 70 41 ou 041/64 73 33.

Annnonce publicitaire

Au Centre International
Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

Jusqu'au 24 mars. Entrée libre
Ouvert du mardi au samedi, de 12 à 18h
EXPOSITION

'Contacts de violence'

Réalité de la violence raciste

Réalisée en collaboration avec la
LIGNE D'ALARME CONTRE LE RACISME ET LE FASCISME et la
campagne OBJECTIF 479.917

6 mars, à 20h. En français. 90F

Visages du
racisme contemporain
Christian KESTELOOT

9 mars, de 10 à 17h30.

Entrée: 150 BF - 120 BF en prévente.

Organisée par MARIANNE.

Journée Internationale
des Femmes

10h30: débat: «Que peut faire aujourd'hui
une organisation de femmes?»

An LENAERTS (Marianne)
et Ritu DEWAN (Inde)

14-17h30: Témoignages, chants & danses
Hedwige PEEMANS-POULET (En Marche)
Ritu DEWAN (Inde)

Kati COUCK (secteur chômage, Gand)
Maaïke SEGHERS (ex-SABENA)
& Chantal MPUTI (Zaire).

9 mars, à 18h. Néerl. & frç. Entrée libre

Apéritif poétique

Poésie d'enfants

Préparé par Ben REYNERS

13 mars, à 21h. Entrée libre.

Ouverture de l'exposition (avec boum) au
Café LO International: Photos d'
Olivier Ahmed KASSIN

14 mars, à 20h. En français. 90F.

Kosovo: entre les
nationalismes et les rivalités
des grandes puissances
Jean-Pierre CASIMIR

Vidéo 'la vérité sur le Tibet'

Ludo Martens a visité le Tibet en 1982. Sa conférence analyse la société féodale obscurantiste que dirigeait le Dalai Lama. Et son histoire: tentatives britanniques de faire éclater la Chine (1840-1949), révolte antisocialiste de 1959, activités des servi-

ces secrets US et taïwanais, réalisations du socialisme...

Vous pouvez commander
cette vidéo (225 minutes,
300 FB + port éventuel) à
Vidéo-Projet, 68 rue de la
caserne, 1000 Bruxelles.
02/513. 77. 60.

EN BREF

Palestine

Arafat, marionnette d'Israël

Deux ans, jour pour jour, après l'attentat à la mosquée d'Hébron, des commandos-suicides du Hamas ont perpétré deux attentats à la bombe en Israël. En réaction, Israël a hermétiquement fermé la bande de Gaza et la Cisjordanie pour une durée indéterminée, empêchant 70.000 ouvriers palestiniens de se rendre à leur travail.

Yasser Arafat a été convoqué auprès du chef d'état-major de l'armée israélienne, Amnon Shahak. Celui-ci a déclaré par la suite : «Il ne fait aucun doute qu'Arafat comprendra après cette rencontre ce que nous attendons de lui.» Le conseil de sécurité ministériel conseille à Arafat «de ne tolérer qu'une seule force armée sur les territoires qu'il contrôle». En outre, la Knesset (parlement israélien) avait décidé quelques heures auparavant que «l'armée israélienne sera autorisée à pénétrer dans les territoires contrôlés par l'Autorité palestinienne à la poursuite d'éventuels terroristes.»

Arafat a compris la leçon. En tant que chef de la police palestinienne, il a posé un ultimatum : dans les 48 heures, tous les Palestiniens des territoires "autonomes" doivent remettre leurs armes. Plus de 200 activistes, dont plusieurs dirigeants du Hamas, ont été arrêtés. La capitulation d'Arafat, entérinée par la signature de l'"accord de paix" avec Israël, devient de plus en plus une collaboration totale avec l'Etat sioniste. (Le Soir, 27 et 28/2)

Réaction d'un syndicaliste

Un syndicaliste qui vit dans le camp de réfugiés de Jabalya (Gaza) observe : «Je ne suis pas à l'aise avec la mort de civils. Mais quand j'ai entendu ce qui est arrivé, j'ai senti comme une injection de morphine, qui a effacé mes frustrations. Pourquoi je suis frustré ? Surtout à cause de l'arrogance d'Israël. Ils nous enferment, à Gaza, un million de gens, comme dans une cage... Mais quand je réfléchis rationnellement, je suis contre les attentats. C'est nous qui payerons les pots cassés : les ouvriers privés de travail, les commerçants dont les marchandises resteront bloquées, les arrestations. Si je pense aux victimes ? Et, chez vous, on pense aux Palestiniens tués?» (Le Soir, 28.2)

Etats-Unis

A fascist for president ?

Le républicain Pat Buchanan s'est fait remarquer lors de la campagne électorale aux Etats-Unis par ses propos racistes et d'extrême droite. Il se fait surtout inspirer par son dirigeant de campagne Larry Pratt, une des figures les plus influentes du parti républicain. Pratt est commandant de l'organisation "Gun Owners of America" (détenteurs d'armes des Etats-Unis) et est lié à la plupart des organisations racistes et antisémites du pays.

Le fonds d'action politique "Gun Owners" a déjà soutenu 19 candidats républicains, dont le texan Stockman qui avait défendu les milices d'extrême droite après l'attentat à la bombe d'Oklahoma. Un autre protégé de "Gun Owners" est Dick Arme, dirigeant de fraction à la Chambre des représentants et porte-parole d'une organisation religieuse de droite, le Comité pour la protection de la famille. Larry Pratt est aussi lié au "Council for National Policy", où il siège aux côtés de Jesse Helms, l'auteur d'un loi qui renforce l'embargo contre Cuba. (International Herald Tribune, 19/2/96)

Libération

27 février 1996



avec un sérieux problème de réfugiés. Tout est ainsi en place pour que le drame continue.

Des soldats tutsis sur les corps des victimes à Kibeho.

Des soldats tutsis sur les corps des victimes à Kibeho.

● MEDIAMENSONGE

Il s'agit en réalité de Casques Bleus, a prouvé Denis Polisi, ambassadeur du Rwanda à Bruxelles. Le journal Libération ne recule devant aucun mensonge pour exciter l'opinion contre le gouvernement rwandais.

Même la photo est mensongère !

Libération contre le Rwanda

«Enquête sur la terreur Tutsi. Plus de 100.000 Hutus auraient été tués par le FPR depuis avril 1994». Voilà l'intox à la une du quotidien français Libération.

Hilde Meesters

Selon Gérard Prunier, les extrémistes tutsis sont en train d'imposer une politique de domination ethnique totale au Rwanda. (1) Ce n'est pas la première fois que de telles accusations sont formulées. L'ancien premier ministre Faustin Twagiramungu, qui a quitté le Rwanda à la fin de l'année passée, parlait de 250.000 morts. Jamais, ces "témoignages" n'ont été étayés par du matériel concret. Le Haut Commissariat aux Réfugiés et un groupe d'observateurs européens (parmi lesquels le ministre néerlandais Pronk), ont confirmé n'avoir trouvé aucune indication de tels massacres.

«Les informations, en réalité les extrapolations, publiées par Libération ne sont pas seule-

ment dénuées de tout fondement : elles résultent d'une campagne de désinformation délibérée, menée à un moment significatif», déclare l'ambassadeur rwandais Polisi. (2) Cette semaine, le Conseil de Sécurité doit décider du retrait définitif de la Minur (les troupes de l'ONU) du Rwanda. Le Rwanda figure à l'ordre du jour de l'assemblée de l'Organisation de l'Unité Africaine cette semaine et, le 4 mars, commence à Tunis le sommet des chefs d'Etat des pays de la région des Grands Lacs.

Dans une interview à Solidaire, l'ambassadeur Polisi déclarera : «Après juillet 1994, il y a eu effectivement quelques cas de vengeances. Nous y avons réagi avec fermeté. En août 94, douze militaires du FPR ont été exécutés. 1348 autres sont en

prison et attendent leur jugement.» 11 des 20 ministres rwandais sont des Hutus. «Il ne faut pas oublier que nous avons été victimes d'une grave injustice, d'un génocide. Le gouvernement veut, en recourant à certaines formes de justice populaire, apporter la réconciliation. La seule condition est que les meurtriers reconnaissent leurs crimes et manifestent du regret. Il faut briser le cercle vicieux de la haine. Nos enfants doivent encore vivre ensemble à l'avenir.»

Libé, fondée par d'anciens "maos", passés au service de Mitterrand, est aujourd'hui le porte-voix de l'impérialisme français. A la mi 94, l'armée française lança l'Opération Turquoise dans le but de s'emparer de Kigali, de vaincre le FPR et maintenir au pouvoir les forces du génocide. L'impérialisme français continue la même politique. L'intox de Libé en est une arme.

(1) Libération, 27/2/96, p 1-4

(2) Le Soir, 29/2/96, p 7

Echec de l'opération CIA contre Cuba

Le Conseil de sécurité de l'ONU rejette la résolution des USA

Jaak Kolf

Les deux Cessnas américains abattus par la force aérienne cubaine appartenaient à l'organisation "Frères du secours" installée en Floride. Ce groupe anticomuniste avait déjà violé l'espace aérien cubain à de nombreuses reprises, entre autres pour larguer des tracts. A 11 h 30, les chasseurs cubains avaient empêché une première tentative d'infiltration. Les trois avions sont réapparus à 13 h 20. Une cassette enregistrée prouve que, malgré les avertissements,

le pilote Basulto, dirigeant des "Frères", a dit qu'ils étaient conscients du risque mais poursuivraient leur chemin. Lui-même se tenait néanmoins à l'abri en territoire international.

En 1962, ce Basulto a participé en tant que mercenaire de la CIA à l'invasion US de la baie des Cochons. En 1964, Cuba l'a renvoyé aux USA avec 12.000 autres survivants. Depuis, il trafique pour le compte de la CIA en introduisant clandestinement des armes et des agents à Cuba. En 1991, il a créé les

"Frères du secours", officiellement pour aider les boat-people.

Cette nouvelle provocation des Cubains d'extrême droite veut envenimer les relations entre Cuba et les Etats-Unis et même inciter ceux-ci à intervenir. C'est un des scénarios élaborés par la Rand Corporation pour renverser le régime cubain. (1) Mais ce scénario nécessite le soutien de l'opinion mondiale et des Etats latino-américains. Voilà pourquoi les USA ont fait tant de tapage à propos de cet incident, tentant d'obtenir la

Usure en Italie : vague de suicides

En Italie, comme en Belgique, comme partout en Europe, les frais de santé ont considérablement augmenté. Alors que les salaires, les pensions, les prestations de la sécurité sociale ne cessent d'être réduits.

Pour faire face à leurs frais imprévus, notamment de santé, les Italiens empruntent. Mais les banques refusent de prêter aux trop pauvres, aux vieux, aux chômeurs...

Résultat, un nombre croissant de ces gens s'adressent à des usuriers. Quatre millions de familles italiennes sont aujourd'hui endettées, pour un total de 200 milliards FB, auprès d'usuriers qui leurs réclament des intérêts allant jusqu'à... 6.300 pour cent (pour un franc emprunté, il faut en rembourser 63). Conséquence : de plus en plus de personnes, incapables de rembourser, se suicident.

(AFP 25.02.96)

Moscou : aliments belges avariés

Les autorités sanitaires de Moscou ont dû détruire un million de kilos de denrées alimentaires en 1995. Dont 776.000 kilos en provenance de l'étranger. Dont 77.000 kilos de produits laitiers belges.

Tous ces produits étaient avariés ou périmés. Des exportateurs occidentaux comptent sur la désorganisation et la corruption des administrations russes "déssoviétisées" pour écouler des produits interdits de vente chez nous. Ces criminels n'hésitent pas à empoisonner les Russes pour augmenter leurs profits. Elle est belle, leur "économie de marché" ! (Itar Tass, 25.2.96)

Si vous souhaitez défendre Cuba, avec Initiative Cuba Socialista (ICS) contactez Catherine 03/366.08.18.

(1) Le rapport Cuba de la Rand Corporation figure dans "Solidarité avec Cuba socialista", dans "Solidarité Internationale", février 96.

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Bravo à la Journée pour l'emploi !

Je tiens à vous dire que je suis pleinement satisfait de la Journée pour l'emploi du 24 février à Charleroi. Elle m'a permis de comprendre les grandes lignes du programme marxiste. Je tire un grand coup de chapeau à tous les participants néerlandophones pour leur participation, leur tolérance et leur combativité. Bravo pour l'organisation d'une simplicité, d'une clarté et d'une ponctualité remarquables. Je me réjouis du succès de cette journée et vous invite à renouveler l'opération. Le circuit en car est positif, il permet de voir de comprendre les problèmes sur le terrain. L'après-midi, en ce qui me concerne, j'ai fait partie du groupe n° 5 : débat sur la privatisation des services publics, et force m'a été de constater que notre local était surpeuplé.

Qu'à cela ne tienne, l'opportunité m'a été donnée, à ma grande satisfaction, de prendre la parole pour exprimer nos inquiétudes en tant qu'ouvriers de Belgacom, et je vous en remercie. J'ai pu parler, mais surtout, j'ai le sentiment d'avoir été écouté et compris, ça vaut la peine de le signaler car aujourd'hui, dites-moi où et quand, un ouvrier a encore cette opportunité ? Bravo aussi au délégué CSC Belgacom, il a suffi de voir l'expression de son visage pour comprendre et lire son inquiétude, point besoin de long discours bien structuré pour juger de la gravité du message. Merci aussi pour la participation et le témoignage du permanent CGT de France. Ça aide à faire comprendre que le problème n'est pas que belge. Donnons-lui rendez-vous à la manifestation du 2 avril 96 à Lille, à l'occasion de la conférence du groupe des sept pays les plus riches, le "G7". La seule petite ombre au tableau

de cette journée serait, peut-être, l'absence relative des travailleurs immigrés. Mais rassurez-vous, je ne leur jetterai pas la première pierre : en tant que Belge, il m'a fallu plus de trente ans pour commencer à comprendre le fonctionnement de notre société. Dans l'avenir, soyons encore plus nombreux, plus unis avec le PTB.

Un travailleur de Belgacom

Malade et licencié

Je suis ouvrier qualifié en menuiserie industrielle, mais le patron m'a engagé comme manoeuvre pour payer moins de taxes. Il ne m'a même pas déclaré dans le bâtiment, alors que j'allais sur chantier poser des châssis. La plupart du temps, je travaillais à l'atelier. Les conditions de travail étaient et sont toujours exécrables. C'est un grand bâtiment en béton, pas isolé et pas chauffé, le personnel ne dispose ni de sanitaires, ni de vestiaires et le réfectoire fuit de partout quand il pleut. Pour aller aux toilettes il faut aller à la commune non loin de là. Malgré tout, je continuais à travailler car j'en avais besoin et que c'est mieux que rien. Il promettait toujours que ça s'améliorerait mais au contraire, c'était pire. Malheureusement, suite à un effort, je me suis fait une hernie discale et là encore j'ai continué le travail connaissant la mentalité de mon patron. J'ai dû me rendre à l'évidence, mon dos me faisait trop souffrir et je n'étais plus en mesure de fournir un bon travail. J'ai donc remis un premier certificat et j'ai repris le travail contre l'avis de mon spécialiste. Évidemment, la situation a empiré. J'ai enfin écouté les médecins et j'ai remis un second certificat, ce qui n'a évidemment pas plu au patron. Quinze jours plus tard, je recevais mon préavis, alors que j'étais sur le point de subir une intervention chirurgicale pour enlever cette hernie et pouvoir continuer une vie professionnelle normale. J'ai reporté cette intervention pour le moment, car je

me bas pour défendre mes droits. Un mois auparavant, un de mes collègues a été licencié car il a osé se plaindre pour non paiement de son salaire, alors que le patron était en retard de paiement depuis 20 jours, ce qui dans mon entreprise est très courant. Moi-même je n'ai plus été payé depuis deux mois, même pas les indemnités de rupture. Ce collègue est aujourd'hui au chômage. La mutuelle reconnaît ma maladie puisqu'elle me paye, alors que mon patron me traite de menteur et de comédien. Je précise qu'en trois ans de travail, je n'ai jamais rentré de certificat et je n'ai jamais manqué à mon devoir.

Je pensais qu'il existait une loi protégeant les travailleurs malades, mais ce n'est pas le cas. Après m'être renseigné, je me suis rendu compte que mon patron avait le droit de me licencier pendant ma maladie. Un travailleur n'aurait-il plus le droit à la maladie ? Dès que je serai guéri, je me retrouverai donc au chômage, alors que je suis déjà remplacé par un autre travailleur et au noir cette fois-ci.

Le comble, c'est que le patron avait reconnu mes capacités professionnelles au mois d'août en me proposant une place de responsable d'atelier et j'avais accepté.

Cette lettre n'est pas une vengeance de ma part, mais un témoignage contre l'injustice. Je suis conscient que les temps sont durs et que c'est la crise, mais pourquoi laisser faire ce genre de choses. Je sais que je ne suis pas un cas isolé. Quel avenir avons-nous dans un monde pareil ? J'ai 22 ans et ma carrière professionnelle ne faisait que commencer. On dit souvent que les jeunes ne sont plus motivés, à qui la faute ?

**Un jeune menuisier
Charleroi**

Vive les flippos

Moi, je trouve que mettre un flippo dans un paquet de chips est une bonne idée. Mais puisqu'une

veille dame n'a pas vu la différence entre un flippo et un chips, on va devoir les supprimer. Moi, je ne suis pas d'accord avec Germain (Solidaire n°8), il exagère. J'ai une idée : si on mettait le ou les flippos dans un plastique et le plastique dans le paquet de chips, ça m'étonnerait qu'une autre dame le mange. On a des flippos gratuits et on peut continuer sa collection. Mais je suis d'accord que c'est pour vendre plus de paquets de chips. Les flippos, c'est amusant, on en gagne et on en perd.

**Shirine, 8 ans
Bruxelles**

Je gagne la moitié du salaire normal

Professeur de mathématiques en Côte d'Ivoire, j'enseigne depuis trois ans et fais partie d'une génération d'enseignants dits "enseignants raccrochés" qui souffrent d'une injustice salariale. Avant de vous faire connaître l'histoire de notre misérable situation, permettez moi de vous féliciter pour le travail que vous accomplissez chaque jour dans l'intérêt des opprimés et des déshérités. Vous êtes vraiment solidaires.

En 1991, dans le souci de redresser l'économie ivoirienne en déclin, le gouvernement d'alors avait choisi de diminuer de moitié le salaire des enseignants qui prendront service à partir de cette année-là. Cette mesure a touché les enseignants du primaire, du secondaire et ceux du supérieur.

A titre d'exemple, aujourd'hui en Côte d'Ivoire, vous trouverez dans un collège deux enseignants qui ont les mêmes diplômes et qui dispensent les mêmes cours et de surcroît ayant le même nombre d'heures de travail, mais malheureusement ils n'ont pas le même salaire. Non, ce n'est pas juste ! Nous ne sommes pas loin d'un genre de fascisme vis-à-vis des "enseignants raccrochés". Et cette mesure discriminatoire dure depuis cinq ans.

Les gouvernements se succèdent mais ne songent pas à rétablir

nos salaires. On nous apprend que les milliards de francs CFA "pleuvent" en Côte d'Ivoire. L'économie ivoirienne semble se porter mieux actuellement grâce à la relance économique. Pendant ce temps, des enseignants se portent de plus en plus mal avec les effets secondaires de la dévaluation. Je n'ose pas étaler tous les maux que nous vivons en Côte d'Ivoire. Mais sachez aussi que nous avons vécu des moments difficiles lorsque nous étions étudiants. Certains de nos camarades avaient été jetés en prison, parce que nous avons dénoncé cette mesure cynique et inique qui allait nous frapper après nos études.

Je suis prêt à collaborer avec votre journal. A quand la fin du calvaire avec notre syndicat inefficace et presque inexistant ?

**H. Ouédraogo
Côte d'Ivoire**

Esclavage moderne

J'ai 47 ans. J'ai pointé trois ans et demi. Jusqu'au jour où, me présentant pour le cachet fatidique, on me demande d'aller travailler dans le cadre du système formation plus apprentissage, sinon je perdrais mon allocation de chômage.

Depuis six mois, je travaille dans un local glacé. Au moindre mot, nous nous faisons engueuler, rien n'est jamais bon. Nous ne recevons aucune indemnité pour les frais de transport, malgré les neuf kilomètres que j'effectue chaque jour. Pas question d'attendre une aide des instructeurs, ils ont toujours raison. Où soumettre nos plaintes et problèmes ? Il n'y a pas de délégués, car chez nous, les contrats sont temporaires : allocataires du CPAS, chômeurs de longue durée. Qu'est-ce donc pour une situation et où devons-nous aller après notre formation ? Retour au pointage ou bien au CPAS ?

**R. A.
Anvers**

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Chaussée des Prés 19, 4020 Liège (041)43 97 00 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.



Etre Belge, c'est cher...

Rien que pour introduire sa demande de naturalisation, l'immigré doit surmonter pas mal de problèmes pratiques et financiers.

D'abord, il doit fournir un acte de naissance, délivré par l'administration communale de son lieu de naissance. Donc, l'immigré turc ou marocain devra passer une partie de ses vacances dans son pays d'origine à se rendre d'une administration à l'autre. Car une fois qu'il aura obtenu cette attestation, il faut encore la faire légaliser par le consulat ou l'ambassade belge dans ce pays. De retour en Belgique, cet acte de naissance doit encore être traduit par un traducteur juré (2.000 F par feuille) et légalisé par le ministère des Affaires étrangères. Chaque fois, l'immigré doit puiser dans sa bourse.

Ensuite, il faut encore des extraits du registre des réfugiés ou de celui de la population pour prouver que l'on réside depuis suffisamment de temps, et de manière légale dans notre pays. Il faut aller chercher cette "preuve de domicile" dans chaque commune où l'on a jadis habité. Ainsi, l'immigré doit parfois prendre plusieurs jours de congé pour rassembler tous les documents nécessaires. Et chaque fois, il doit déboursier 200 F ainsi que la taxe communale par extrait.

...et compliqué

Quand il dispose de tout cela, il peut se rendre au service d'état-civil de sa commune pour introduire sa demande. L'immigré se voit alors présenter un questionnaire de douze pages. Comme de nombreux ouvriers ne complètent pas leur déclaration de contributions eux-mêmes, il est logique que le simple immigré demande de l'aide lui aussi. S'il s'adresse à un avocat, les frais augmentent encore.

Lorsqu'il introduit sa demande, l'immigré doit encore payer 6.000 F d'enregistrement. Un immigré de la première génération débourse facilement 10.000 F pour pouvoir demander poliment la permission de devenir Belge. Et nous ne parlons pas des tracasseries administratives que doivent subir de nombreux immigrés pendant ce calvaire. Un calvaire que l'immigré devra parcourir aussi avec la nouvelle loi Erdman (voir ci-contre).

Belges de papier

C'est le titre d'un livre dans lequel Objectif 479.917 veut rassembler des témoignages d'immigrés qui ont obtenu la nationalité belge après un parcours difficile ou à qui la nationalité belge a été refusée pour "volonté d'intégration insuffisante".

Voulez-vous témoigner vous aussi ou connaissez-vous des immigrés qui ont une telle expérience ? Demandez alors le questionnaire "100 témoignages" à Objectif, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles (02/513.83.46).

Naturalisation : nouvelle loi, nouvelle injustice

Les immigrés, avec ou sans emploi, victimes de la loi Erdman

Le 24 mars prochain, Objectif manifesterà pour l'octroi automatique de la nationalité belge. Cependant, certains immigrés ont placé leur espoir dans la nouvelle procédure pour la naturalisation de la première génération, la loi Erdman...

Zohra Otman et Eddy Maes

La nouvelle loi sur la naturalisation élaborée par le socialiste Erdman est une réaction du gouvernement au million de signatures qu'Objectif a recueillies sur sa pétition. Elle offre en même temps une issue à la partie des immigrés qui répondent parfaitement au concept d'intégration du gouvernement et pour qui «la procédure de naturalisation traîne trop longtemps, ce qui a un effet négatif et démoralisateur». (1) «Dans certains quartiers et communes, il faut donner à des immigrés bien intégrés et ayant les qualifications requises, une fonction d'exemple, via la fonction publique». (2) Le socialiste Erdman (SP) a toujours dit que sa loi n'intervient que dans la procédure et pas dans les conditions nécessaires pour devenir Belge. (3) Mais : «Dans la pratique au fil des années, la volonté d'intégration a pris davantage d'importance comme critère dans les demandes de naturalisation.» (4)

Des filtres successifs pour arrêter la demande

La loi Erdman augmente le contrôle politique (6). C'est un premier filtre. Le second est le casier judiciaire. Les immigrés qui ont un casier se voient refuser la naturalisation. Ou bien elle est retardée d'un an ou deux. Les immigrés qui vivent dans des quartiers abandonnés en sont souvent les victimes, car ils courent davantage le risque de procédures judiciaires. «Les immigrés sont plus reconnaissables et sont dès lors plus visés par les habitants du quartier, par la police, mais aussi par d'autres instances. Les situations sociales précaires dans lesquelles ils vivent les amènent plus souvent à un comportement délinquant.» (7)



L'an passé, la manifestation pour l'égalité des droits a rassemblé 10.000 personnes. Et cette année ? Be there ! Le 24 mars à Bruxelles.

Mais celui qui n'a pas de casier judiciaire devra encore passer par d'autres filtres pour prouver sa "volonté d'intégration". Ainsi, «le premier facteur qui joue un rôle dans l'appréciation de la volonté d'intégration est la connaissance de la langue.» (5) Le nouveau questionnaire demande non seulement la langue du demandeur, mais également celle de ses enfants.

On demande également les diplômes et les études. Un immigré diplômé passera sans doute facilement ce filtre. Mais Ahmed qui, après 25 années de travail ininterrompu dans la métallurgie, a reçu la médaille du travail a vu reporter sa demande parce qu'il connaît insuffisamment le néerlandais. Pourtant, il avait entamé à deux reprises un cours de néerlandais, qu'il avait dû interrompre une première fois parce qu'il travaillait en pauses et une deuxième fois pour secourir des membres de sa famille. (8) Il n'est pas évident pour les travailleurs immigrés de la première génération, qui effectuent très souvent des travaux pénibles et sales, de réussir sans problème un cours de néerlandais.

Pas de travail ? Pas de naturalisation !

«Un deuxième aspect qui entre souvent en jeu dans l'appréciation de la volonté d'intégration est la profession régulière de la personne concernée.» (5) Aussi, le nouveau questionnaire demande des renseignements sur l'employeur ou sur «la situation du demandeur, s'il n'exerce aucune profession».

Le plus souvent, la naturalisation est refusée «lorsqu'elle vise à acquérir un meilleur accès au marché du travail.» (5) C'est ainsi que Meliha, une jeune chômeuse turque de 24 ans, s'est vue refuser la nationalité belge en raison de sa "situation professionnelle". «J'ai fourni plus de cinq justificatifs prouvant que je n'y peux rien si je suis au chômage. J'ai eu des dizaines d'entretiens à l'embauche. Pensent-ils encore qu'il suffit de le vouloir vraiment pur trouver du travail ? Je trouve scandaleux que les immigrés doivent avoir du travail pour pouvoir obtenir la nationalité belge. C'est justement cette carte d'identité qui pourrait m'aider à trouver du travail.»

Celui qui veut accroître ses chances d'obtenir la nationalité belge doit se mettre à la chasse aux références. La nouvelle loi y consacre toute une page. Jusqu'à maintenant, toute lettre adressée à un immigré dont la naturalisation a été refusée contient un paragraphe qui lui conseille de «mieux prouver votre volonté d'intégration notamment par des contacts avec les autorités belges, des ressortissants belges et des attestations de personnes, de nationalité belge ou non, pouvant témoigner de votre intégration satisfaisante dans notre société.»

La nouvelle loi encourage l'immigré à aller mendier une attestation auprès des politiciens locaux, des voisins, des connaissances, du médecin, etc... Pour obtenir une telle attestation, un immigré turc s'est adressé à un politicien local qui écrit, à propos de l'immigré : «Son comporte-

ment ne diffère certainement pas de nos codes de comportement.» D'autres références vont dans le même sens : «C'est une personne fiable, prête à rendre service» et «Il est toujours aimable dans son entourage. Il me salue toujours lorsque je le rencontre dans le village.» (9)

Outre le côté humiliant de cette démarche, elle accroît surtout le contrôle social sur l'immigré : surtout ne pas s'écarter de "nos" codes de comportement !

La loi Erdman est donc surtout un affinement du concept d'intégration de la première génération. Celui qui ne satisfait pas à "la norme" de notre société opprimante et exploiteuse, peut faire une croix sur la nationalité belge. Et pour les placés particulièrement haut. C'est pourquoi, avec Objectif, nous plaçons pour l'attribution automatique de la nationalité belge après cinq ans de séjour en Belgique. Et c'est pour cela que nous manifesterons le 24 mars.

(1) Attendus de la propositions de loi, Fred Erdman (compte rendu 1247-2 p.8) (2) "Het rapport dat niemand las. De rapporten-Paula D'Hondt, een synthese", Patrick Martens 1991 p.38. (3) Compte rendu séance du Sénat du 28.03.95 p.1779. (4) Compte rendu de la discussion de la Commission de la Justice du Sénat, 1247-2 p.18. (5) Rechtskundig weekblad, 18 septembre 1993 p.89-91. (6) Solidaire 1/96 p.20. (7) Bie Melis, Jongeren in de Stad, KUL 1994 p.314 (l'enquête a été menée à Anvers). (8) Témoignage à la Journée d'étude d'Objectif, 4 mars 1994. (9) Citations littérales d'un dossier auquel nous avons eu accès.